

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE CHÈQUE

D'APRÈS LA NOUVELLE LÉGISLATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 24 novembre 1920, à 3 h. 1/2

PAR

Jean TOUZET

AVOCAT

Président : M. WAHL, professeur.

Suffragants : { MM. PERCEROU, professeur,
RIPERT, agrégé.

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL SIREY

A^{lle} M^{son} LAROSE ET FORCEL

22, Rue Soufflot. — PARIS-5^e arr.

LÉON TENIN, Directeur

1920

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE CHÈQUE

D'APRÈS LA NOUVELLE LÉGISLATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 24 novembre 1920, à 3 h. 1/2

PAR



Jean TOUZET

AVOCAT

Président : M. WAHL, *professeur.*

Suffragants : { MM. PERCEROU, *professeur,*
RIPERT, *agrégé.*

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL SIREY

ANNE M^{SON} LAROSE ET FORCEL

22, Rue Soufflot. — PARIS-5^e arr.

LÉON TENIN, Directeur

1920

BIBLIOGRAPHIE

Loi du 14 juin 1865.

Loi du 19 février 1874.

Loi du 30 décembre 1911.

Loi du 26 février 1917.

Loi du 2 avril 1917.

Loi du 7 janvier 1918.

Décret du 7 janvier 1918.

Loi du 28 juillet 1919.

Act 19 et 20 Victoria 1856.

Act 21 et 22 Victoria 1858.

Act 39 et 40 Victoria 1876.

Bill exchange Act 1882.

LEROY-BEAULIEU (Paul). — *Traité théorique et pratique d'économie politique.*

LYON CAEN et RENAULT. — *Traité de droit commercial*, t. 1^{er}.

DANIEL DUVERGER. — *Le rôle économique du chèque.*

DALLOZ, *passim*.

Gazette du Palais, passim.

Gazette des Tribunaux, passim.

SIREY, *passim*.

JEAN BOLGERT. — *Le chèque postal français.*

THALLER. — *Manuel de droit commercial.*

Documents parlementaires...., passim.

LE CHÈQUE D'APRÈS LA NOUVELLE LEGISLATION

INTRODUCTION

Le chèque est un instrument monétaire essentiellement pratique et par suite il est « en perpétuel devenir ».

Par la force même des choses et tout naturellement, il se modèle sur les nécessités sans cesse changeantes du commerce et des affaires.

Le législateur le suit d'un peu loin peut-être et de temps à autre, il le réglemente, introduisant dans nos Codes les modifications intéressantes nées de la pratique, corrigeant les abus que l'expérience a pu révéler. Dans les questions qui touchent de près le commerce, le Parlement n'improvise guère : il ne fait généralement qu'enregistrer.

Et cela est préférable à plusieurs égards. Tout d'abord, les innovations — même heureuses — ne réussissent pas aisément à se faire recevoir quand elles tombent pour ainsi dire du ciel. Et puis, la vie crée d'elle-même les institutions, qui sont le plus adéquates

aux besoins auxquels elles doivent faire face. Le législateur, comme on l'a dit, n'a guère qu'un rôle en matière d'affaires : faire passer dans des textes bien étudiés les réformes nées de la pratique, quand elles ont de la « barbe au menton », c'est-à-dire quand un usage déjà long a permis d'en constater les avantages et les inconvénients.

Pour le chèque, c'est ce qui s'est généralement fait. Il a fonctionné en pratique, sous ses différentes formes, bien avant que le législateur ne s'en préoccupe.

Peut-être même le Parlement est-il un peu lent à sanctionner les innovations nées de l'usage. L'on est un peu étonné que la réglementation légale du chèque soit si récente dans tous les pays, alors qu'il s'agit d'un instrument monétaire déjà connu, semble-t-il, en Grèce et à Rome.... il y a même un très grand pays, les Etats-Unis, qui n'a pas de loi sur le chèque ; on s'y réfère aux coutumes anglaises. Cela n'empêche pas que le chèque y ait acquis un développement qui n'a nulle part été dépassé.

Il n'est pourtant pas inutile d'avoir une sorte de Code du chèque, nos lois sont, ou du moins devraient être, plus précises que les usages et par suite permettre moins de procès... Les écrivains anglais envient souvent notre système de droit écrit, estimant qu'il est préférable au leur qui ne connaît presque que des coutumes.

Quoi qu'il en soit, le but de cette étude est d'indi-

quer et d'examiner la législation nouvelle du chèque. Quand on ouvre le Code de commerce, on voit que la loi organique du chèque (14 juin 1865) a subi de profondes modifications, dont plusieurs sont récentes ; elles feront l'objet propre de ce travail.

CHAPITRE PREMIER

LE CHÈQUE ORDINAIRE

Son statut légal est fixé par les textes suivants :

Loi du 14 juin 1865 ;

Loi du 19 février 1874 ;

Loi du 26 janvier 1917 ;

Loi du 2 août 1917.

Nous serons bref en ce qui concerne la loi du 14 juin 1865 parce qu'elle a déjà été l'objet de commentaires nombreux et excellents.

Pourtant, il sera nécessaire d'en relever les lignes maîtresses, sans quoi l'on ne pourrait bien comprendre les retouches qui y ont été apportées dans la suite.

La loi du 14 juin 1865 débute par une définition du chèque : « Le chèque est l'écrit qui, sous la forme d'un mandat de paiement, sert au tireur à effectuer le retrait à son profit ou au profit d'un tiers de tout ou partie de fonds portés au crédit de son compte chez le tiré et disponibles. » On est plutôt en face d'une description que d'une définition, encore que, à la Haye, en 1912, la Turquie ait déclaré que « c'était tout ce qu'il y avait de mieux dans la matière ».

Sous l'apparence de donner une définition, le légis-

lateur de 1865 s'est borné à suggérer une vue d'ensemble de ce qu'est le chèque. Il dit à peu près ceci : Quand quelqu'un a de l'argent disponible entre les mains d'un tiers et qu'il a lui-même un paiement à faire, au lieu d'aller chercher l'argent chez ce tiers, il peut remettre à son créancier un écrit grâce auquel celui-ci se fera payer par le dépositaire, lequel débitera son client de ladite somme.

A proprement parler ce n'est pas une définition, car le législateur ne se prononce pas sur la nature juridique du chèque. Il dispose bien, il est vrai, que « le chèque est l'écrit, qui, *sous la forme d'un mandat de paiement* », mais son intention n'est pas de décider que le chèque constitue en soi un mandat ; elle est tout autre. La formule employée s'explique par des raisons de fait que l'on trouve exposées dans le rapport de M. Alfred Darimont, au cours de la session de 1864, le gouvernement mû par une pensée de progrès présente au corps législatif, sous la forme de disposition additionnelle à la loi de finances de 1865 un projet de loi destiné à répandre l'usage du chèque et à favoriser ainsi le développement des banques de dépôt.

La forme naturelle de ces ordres de paiement est celle du mandat, c'est la seule qui soit admise là où le chèque est répandu dans les habitudes. Mais, à cause des exigences de nos lois fiscales, les établissements de crédit qui, depuis quelques années, cherchaient à vulgariser chez nous l'emploi de cet instrument avaient été

conduits à adopter la forme menteuse et incommode du reçu.

Le but du législateur n'était donc pas de prendre parti pour la théorie du chèque mandat, mais tout simplement de proscrire une sorte de chèque qui fonctionnait alors et qui, si l'on en croit le comte de Germiny, ne soulevait pas de critique dans la pratique. Dans son discours au Sénat du 9 juin 1865, il note, en effet, que les grandes banques de dépôt émettent des reçus reliés en carnet, faciles à détacher successivement et qui font à merveille et très rapidement l'office du chèque anglais.

Dans l'article 1^{er} de la loi du 14 juin 1865 l'on trouve une proscription — le chèque récépissé est prohibé — et une description..... ce qui le démontre encore, c'est que ledit article continue ainsi : « Il est signé par le tireur et porte la date du jour où il est tiré... Il ne peut être tiré qu'à vue... Il peut être souscrit au porteur ou au profit d'une personne dénommée. Il peut être souscrit à ordre et transmis même par voie d'endossement en blanc. »

Le procédé est le même : l'on décrit et l'on ne définit pas. Quand, à la Haye, en 1912, l'on a tenté d'ébaucher un règlement uniforme en matière de chèque, la première question qui s'est posée s'est précisément trouvée être celle-ci : Convenait-il de donner une définition du chèque ou seulement d'en déterminer les énonciations

essentielles ? C'est la seconde méthode qui l'emporta, non pas peut-être que la première ne fût préférable, mais parce qu'elle était impossible pratiquement.

On ne peut donner une définition que si l'on est fixé sur la nature juridique de l'institution qui est en cause. Or ce n'était pas le cas ici : de nombreuses théories se heurtaient sans chance de trouver un terrain de conciliation, car elles étaient différentes, divergentes et souvent contraires. D'un côté, l'on a les doctrines traditionnelles qui analysent le chèque en un mandat ou en une cession de créance ; de l'autre les doctrines nouvelles qui y voient un titre abstrait, autonome, se suffisant à lui-même, bref une variété de monnaie.

Voici ce qu'écrivaient à ce sujet MM. Carlin et Mayer dans un rapport présenté à la Conférence au nom du Comité central :

« Le Comité est d'avis, à la majorité, qu'il faut s'abstenir de donner une définition du chèque. Il estime opportun de suivre à ce sujet le précédent du projet de règlement uniforme sur la lettre de change et le billet à ordre. Il n'a pu échapper au Comité que chaque définition donne lieu à des interprétations différentes. En outre, la définition reposerait sur des notions juridiques d'ordre général qui varient considérablement dans les différents pays. Il y a des difficultés qui ont paru insurmontables.

La délégation française se prononça pour une définition parce que la loi française passe pour en donner une,

ce qui est fort contestable, croyons-nous. Elle ne fut suivie que par la Russie et le Siam.

On opta donc pour le système qui voulait seulement énumérer les conditions essentielles du chèque. Mais, à cet égard, la loi du 1^{er} juin 1865 donna lieu à des critiques de deux sortes : on la trouva à la fois trop formaliste et pas assez précise.

Il y a une mention qu'elle ne contient pas et qu'il paraissait désirable d'introduire : c'était l'insertion obligatoire du mot : « chèque » sur l'effet. La France vota contre pour des raisons assez futiles. M. Ernest Picard affirma qu'il s'agissait là d'un formalisme nouveau qui dérouterait le commerce. Mais l'immense majorité des délégations passa outre et décida que « l'instrument serait nul comme chèque si ledit mot n'y figurait pas ».

Cette décision s'appliquait sur les arguments les plus sérieux : « Le titre doit contenir la dénomination de chèque. »

« Cette dénomination est à insérer dans le texte même du titre ; il ne suffirait pas qu'elle y soit apposée comme entête par exemple.... A défaut de la dénomination requise, le titre ne vaudra pas comme chèque.... Le titre devra contenir le mot chèque ; mais ce mot pourra être écrit selon l'orthographe de la langue dans laquelle le titre est rédigé. »

« Le tireur pourra faire suivre entre parenthèse, le mot chèque du terme employé jusqu'ici pour désigner

ce genre de titre dans le pays de création... Il n'est pas à craindre que l'introduction de la dénomination obligatoire du chèque donne lieu à de sérieuses difficultés dans la pratique. En effet, le tireur se servira ordinairement de formules en blanc, fournies par les banques et qui contiennent les mentions nécessaires » (Rapport précité).

Ces dernières lignes faisaient prévoir que les craintes de M. Ernest Picard ne se réaliseraient pas, et la pratique l'a démontré. Déjà de nombreuses banques françaises ont d'elles-mêmes, sans que rien les y oblige, fait insérer le mot chèque sur les formules qu'elles délivrent, il en est ainsi, par exemple de la Banque Lazard et C^{ie}, 5, rue Pillet Will.

Il paraît probable que cette pratique se généralisera et qu'un jour le législateur la recueillera et l'adoptera.

Sans doute, il y a là comme une reviviscence du formalisme ; mais n'est-ce pas la tendance du droit la plus moderne. M. Planiol a écrit sur ce sujet une page remarquable qu'on nous excusera de citer : « Dans le droit français moderne, la grande majorité des actes juridiques est consensuelle ; il n'y en a qu'un très petit nombre qui soient solennels. Il n'en a pas toujours été de même dans les législations primitives, le droit est avant tout une procédure, chaque acte juridique doit être accompli dans une forme qui lui est propre. Pour tous il y a des rites, des formalités... Le droit a commencé par être partout formaliste... Deux causes ont

contribué à lui faire perdre ce caractère : les besoins du commerce et les progrès de la culture intellectuelle.... Il y a bien eu un moment de recul : l'invasion germanique a introduit dans nos régions un droit plus fruste que le droit romain à la fin de l'Empire et partant plus symbolique ; les formes extérieures ont reparu pour quelques siècles dans nos usages. »

« Les relations compliquées qui naissent d'une civilisation avancée multiplient les chances de fraude et d'erreur, auxquelles sont exposées les parties dans les contrats dénués de formes. De là des précautions de plus en plus nombreuses, la création d'officiers spéciaux, destinés à dresser, à constater ou à conserver les actes, notaires, greffiers..... L'excès de culture produit ainsi des effets analogues à ceux de la simplicité et de l'ignorance des peuples antiques et la solennité des actes juridiques reparaît de toutes parts avec des formes nouvelles, sous les noms d'authenticité, d'enregistrement, de transcription. Ce n'est pas du symbolisme, c'est de la défiance... » (Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, t. I, p. 107, édition de 1915.)

Cette belle page de philosophie de l'histoire valait d'être rappelée, mais revenons à la loi de 1865 modifiée en 1874 sur un point ; elle a poussé le formalisme un peu plus loin peut-être qu'il ne convenait, c'est lorsqu'elle décide que « la date du jour où le chèque est tiré est inscrite en toutes lettres et de la main de celui qui a écrit le chèque ». Cette exigence peut paraître

excessive, son introduction par la loi du 19 février 1874, qui est une loi fiscale, indique assez son but qui est d'éviter des fraudes. Mais dans la réalité, cette formalité est inopérante à cet égard et par suite ne constitue qu'une complication inutile. Ce fut l'avis de la Conférence de la Haye. Dans le rapport Carlin et Mayer, il est dit : que certaines législations prescrivent que la date du chèque doit être écrite en toutes lettres. Le Comité n'a pas cru devoir adopter cette disposition. Il a estimé que le commerce avait un droit légitime à ne pas être entravé par des formalités sans efficacité.

La législation française elle-même s'est relâchée de sa sévérité dans l'hypothèse suivante : « En ce qui concerne les chèques remis par un banquier à une Chambre de compensation, il suffira d'apposer sur le chèque un simple cachet à date avec la mention « compensé » (Loi du 30 décembre 1911).

Dans la loi du 19 février 1874, des sanctions pénales sont prévues contre ce tireur qui émet un chèque sans date, ou non daté en toutes lettres, s'il s'agit d'un chèque de place à place, contre celui qui revêt un chèque d'une fausse date ou d'une fausse énonciation du lieu où il est tiré. Elles consistent en une amende de 6 pour 100 de la somme pour laquelle ce chèque est tiré, sans que cette amende puisse être inférieure à 200 francs.

Ces pénalités jouent très rarement comme on peut s'en rendre compte par le seul examen des hypo-

thèses envisagées si le chèque est sans date ou non daté en toutes lettres, le bénéficiaire qui s'en apercevra le retournera au tireur pour qu'il le complète ou le rectifie. Il ne passera pas sous les yeux du fisc. S'il y a fausse date ou fausse énonciation de lieu d'émission, la supercherie sera presque impossible à découvrir. On peut étendre à ces cas les observations suivantes que l'on trouve dans l'exposé des motifs du projet de loi tendant à interdire l'émission du chèque sur toutes personnes autres que les banquiers : « Ce n'est que très exceptionnellement que l'Administration se trouve à même de constater cet abus quand un commerçant tire un chèque sur un autre commerçant, le chèque ne passe que dans des cas très rares sous les yeux des agents du Trésor et, s'il y passe, il est à peu près impossible à ces derniers de savoir si le prix des fournitures représentant la provision était bien exigible au moment de l'émission du chèque.

L'amende de 6 0/0 édictée en pareille hypothèse par l'article 6 de la loi du 29 février 1874 et par l'article 2 de la loi du 2 avril 1917 constitue par suite une sanction insuffisante, les « conditions d'application en étant particulièrement difficiles »

La question de la fausse date ou plus exactement de la post-date des chèques est la seule qui doive retenir l'attention, car elle tend à faire perdre au chèque, son caractère d'instrument de paiement pour en faire un instrument de crédit et elle se généralise de plus en

plus à mesure que le fisc frappe de droits plus élevés les lettres de change.

A la Haye, on se demanda si le règlement uniforme devait contenir des dispositions sur le chèque post-daté. Il arrive assez souvent que des chèques de ce genre sont mis en circulation, principalement en vue de prolonger les délais de présentation. En post-datant un chèque, on lui enlève son caractère d'instrument de paiement rapide et on le rapproche de la lettre de change et du billet à ordre et ce, dans bien des cas, au détriment du fisc, qui soumet la lettre de change ou le billet à ordre à un droit de timbre proportionnel, alors qu'il n'y a pas de droit de timbre sur le chèque ou un droit de timbre fixe.

Contre ces post-dates qui deviennent de plus en plus fréquentes, le fisc essaye naturellement de se défendre, mais comme on l'a vu, il n'y réussit que peu, les amendes prévues ne sont pas aisément applicables. Pourrait-on chercher une autre sanction et par exemple décider qu'un chèque post-daté serait nul ?

On y a songé ; mais, comme les amendes et pour les mêmes raisons, le remède serait inopérant la plupart du temps et la crainte d'un mal pourrait mener à un pire « si le chèque post-daté était déclaré nul comme chèque, son preneur de bonne foi serait sans sa faute gravement lésé dans ses intérêts et la sécurité des rapports commerciaux en souffrirait grandement » (Rapport Carlin et Mayer).

Nous avons quelques doutes sur la validité de cette argumentation qui fut produite à la Haye. La post-date est ou un vice apparent, ou un vice caché, selon le moment auquel on se place ; dans la première phase, le porteur n'aurait qu'à s'en prendre à lui-même et à sa négligence ; dans la seconde, il serait, ce semble, protégé par le vieil adage : *exceptio quæ obstat cedenti vel giranti non obstat assionario vel giratoria*.

A mesure qu'il n'y aura plus d'écart entre les droits de timbre des chèques et des lettres de change la supposition de date jouera un plus grand rôle et le chèque tendra à se substituer soit à la lettre de change, soit au billet à ordre. Il n'y aurait de solution véritable et sûre que dans l'égalisation des impôts sur toutes ces sortes d'instruments monétaires. Mais dans quel sens ? Il ne paraît pas possible, dans l'état actuel du budget de songer à dégrever les traites. Il serait également difficile de traiter le chèque comme la lettre de change car ces deux instruments n'ont ni la même nature ni le même rôle. Le chèque n'est guère qu'un procédé commode pour alimenter ou débiter une caisse. Le frapper de droits plus élevés serait peut-être entraver son essor si particulièrement désirable aujourd'hui... Peut-être conviendrait-il de s'arrêter à une solution moyenne qui consisterait à diminuer les droits sur les traites et à les élever sur les chèques de façon que le Trésor actuellement si dépourvu, ne perde point à la combinai-

son. Dans ce cas la fraude de la post-date cesserait parce qu'elle deviendrait sans objet.

Il semble que les Etats-Unis connaissent aussi la post-date des chèques, mais dans un autre but et sous un autre nom « Le Memorandum check ». C'est un chèque sur le recto duquel figure la mention : « memorandum » Il n'est pas payable immédiatement, mais il sert à prouver que telle personne est débitrice de telle autre ; c'est une reconnaissance de dette ; le débiteur prend ainsi l'engagement de payer, mais obtient un délai fixé sur ce titre. Ce « Memorandum check » est plus voisin ce semble du billet à ordre que du chèque proprement dit. Mais n'est-ce pas aussi en un billet à ordre que devrait s'analyser le chèque post-daté.

L'Italie pratique une forme de chèque assez analogue, du moins quant au but, soit au chèque post-daté, soit au « Memorandum check ». Le chèque payable à un certain délai de présentation. Voici, en effet, ce que dit l'article 340 du Code de commerce Italien : « le chèque peut être payable à vue ou dans un délai qui ne doit pas excéder dix jours à dater du délai de présentation ».

Cette disposition est en contradiction absolue avec la règle française qui décide que « le chèque ne peut être tiré qu'à vue » (art. 1^{er} de la loi du 14 juin 1865). Comme l'exposent MM. Lyon-Caen et Renault » : Cette prescription (la française) est conforme à la destination du titre qui est de servir d'instrument de paiement ; il

ne peut remplacer les espèces monnayées qu'autant que celui à qui il est remis peut se faire payer par le tiré, aussitôt que la remise lui en est faite ; du reste, si le chèque pouvait être à une échéance plus ou moins éloignée, il se substituerait complètement dans la pratique à la lettre de change, par cela même qu'avec lui on échappe au droit de timbre proportionnel. Afin d'éviter qu'un chèque étant tiré à vue, les parties conviennent pourtant qu'il ne sera pas payable à première réquisition, toute convention de ce genre est déclarée nulle de plein droit » (Loi de 1874, art. 5, al. 3 ; *Manuel de droit commercial*, p. 562, édit. 1913).

L'Italie a elle-même reconnu les inconvénients de son système de chèque à un certain délai de présentation. A la Haye, l'un de ses délégués en fit une vive critique. Il reconnut, tout d'abord, que le caractère du chèque s'en trouvait altéré ; il ne se distinguait plus assez de la lettre de change, ni du billet à ordre ; c'était, en outre, la source de nombreux procès, soit parce qu'il se présentait des difficultés pour le calcul du terme, soit parce que le sens du visa du tiré, était équivoque, on ne savait comment l'analyser...

Enfin, cette forme de chèque est fort rare en pratique ; elle disparaît devant le chèque post-daté ; de telle sorte qu'on est toujours ramené à cette question de la post-date qui jusqu'ici n'a pas reçu de solution satisfaisante.

En résumé, nos lois sur le chèque gagneraient à être

modifiées sur deux points en ce qui concerne les mentions à insérer dans cet instrument. D'une part, il serait bon de faire figurer le mot « chèque » sur l'effet, de l'autre, l'obligation de dater en toutes lettres pourrait être supprimée. « Il faut, au reste, remarquer comme l'écrivent MM. Lyon-Caen et Renault, que la loi de 1874 (art. 6) ne punit d'une amende l'absence de date ou le défaut de constatation de cette date en toutes lettres, qu'autant qu'il s'agit d'un chèque tiré de place en place » (*Manuel de droit commercial*, p. 562).

Supprimant notre définition du chèque, qui, à notre avis, n'en est pas une, l'on dirait que l'on est en face d'un chèque quand l'instrument que l'on a sous les yeux contiendrait les indications suivantes :

- 1° Le mot chèque ;
- 2° L'indication du lieu et de la date d'émission ;
- 3° Le mandat sans réserves de payer une somme déterminée ;
- 4° Le nom du tiré ;
- 5° La signature du tireur. Ce serait là la forme propre du chèque, l'apparence sous laquelle il devrait se présenter, naturellement ; il devrait, en outre, remplir des conditions de fond qu'il reste à énumérer et à examiner, l'écorce ne saurait être tout.

Dans notre législation, le chèque ordinaire peut être tiré sur n'importe qui.... En faveur de cette faculté, l'on a fait valoir divers arguments. Tout d'abord :

« n'importe qui » ne présente pas de difficultés de détermination.... Supposons au contraire que l'on décide que seuls les banquiers peuvent être tirés, immédiatement se pose le délicat problème de dire qui peut être tenu pour « banquiers ». C'est un titre qui peut être pris par le premier venu, du moins en France. Il suffit de louer un local quelconque, d'installer quelques vagues guichets et des employés derrière. Il y a certes là une objection qui n'est pas négligeable, mais qui tend, cependant, à perdre de sa force par l'institution qui va se généralisant des livres de commerçants, notre loi du 18 mars 1919 est heureusement entrée dans cette voie : « Il sera tenu pour le ressort de chaque tribunal de commerce ou du Tribunal civil qui en tient lieu, un registre de commerce (art. 1). Le greffier du Tribunal est chargé de tenir ce registre, sous la surveillance du président du Tribunal ou d'un juge spécialement désigné chaque année par celui-ci (art. 2). Dans ce registre : 1° sont immatriculés les commerçants français ou étrangers, ayant en France, soit leur établissement principal, soit une succursale ou une agence, les sociétés commerciales françaises, les sociétés commerciales étrangères ayant une succursale ou une agence en France...

2° Sont portées les mentions relatives à ces commerçants ou à ces sociétés dont l'inscription est prescrite par la présente loi (art 3). »

Parmi ces mentions très complètes, il en est une,

la 8^e, qui porte sur « l'objet du commerce ». Il est certain que, lorsque cette loi fonctionnera, il sera aisé de savoir si quelqu'un est banquier ou ne l'est pas.

On ajoute que, même alors l'on n'aperçoit pas pour quoi l'on ne pourrait tirer seulement que sur les banquiers. Il est des particuliers, notamment des industriels et des commerçants qui ont un service de caisse qui dépasse en importance celui de bien des banquiers.

Le fait est exact ; mais le tirage sur banquiers a de tels avantages qu'il paraît préférable, malgré tout ; « Des raisons économiques exigent que le chèque ne puisse être émis que sur certaines catégories de personnes. Le but principal du chèque est d'éviter le maniement des espèces et de faciliter la compensation des créances. Ce but n'est véritablement atteint que s'il n'est fait usage du chèque que dans les milieux où se concentrent les fonds d'un grand nombre de personnes. Si on admet que le chèque peut être tiré sur une personne quelconque on arrive plutôt à une décentralisation de ces fonds, ce qui serait contraire au but poursuivi... » (Rapport précité, Carlin et Mayer).

Cela est si vrai que la plupart des pays et les plus avancés au point de vue de l'organisation des paiements n'admettent que ce tirage sur banquiers ou personnes analogues. Il en est ainsi notamment de l'Angleterre qui est la véritable patrie du chèque.

Qui plus est la France a commencé à entrer dans

cette voie. C'est ainsi que la loi du 30 décembre 1914, sur le chèque barré, il est vrai, dispose « qu'il ne peut être tiré que sur un banquier ».

En ce qui touche le chèque ordinaire, il est grandement question de restreindre sa capacité passive. Le gouvernement a même déposé un projet de loi tendant à interdire l'émission des chèques sur toutes personnes autres que les banquiers, les agents de change, le caissier payeur central du Trésor public, les Trésoriers payeurs généraux et les Receveurs particuliers des finances (Session ordinaire, séance du 16 janvier 1918, annexe n° 4852).

L'auteur du projet se place sur le terrain fiscal, encore que dans l'exposé des motifs, il ne néglige pas entièrement d'autres considérations. Il constate, par exemple, que notre législation est à peu près la seule qui permette de tirer un chèque sur n'importe qui. Il rappelle que « la loi du 14 juin 1865 ne distinguant pas, le chèque peut être tiré sur toute personne quelle que soit sa profession et quelle que soit la nature de l'opération motivant l'émission du chèque ; il suffit qu'une provision ait été constituée. D'autre part, toute créance peut servir de provision à un chèque, dès lors qu'elle est exigible au moment où le chèque est tiré et que le débiteur a mis les fonds à la disposition de son créancier. C'est ainsi qu'en principe un fournisseur peut tirer un chèque sur son client, un vendeur d'immeuble sur l'acheteur resté débiteur du prix ». Il souli-

gne ensuite qu'une évolution s'est produite dans notre législation. « La France a commencé à s'orienter dans ce sens en autorisant par la loi du 30 décembre 1912 la création des chèques barrés qui ne peuvent être tirés que sur un banquier et ne peuvent être encaissés que par un banquier. Mais le chèque barré demeure une simple faculté pour les parties et l'usage n'en est pas généralisé. Bien au contraire, c'est la pratique des chèques tirés sur d'autres personnes que les banquiers qui s'est répandue de plus en plus, au point de constituer pour le Trésor public un véritable danger. Les chèques bénéficient, en effet, au point de vue fiscal d'un régime exceptionnel. De là une tendance marquée à substituer ces chèques aux effets de commerce et aux quittances pures et simples. »

Comme nous l'avons déjà vu, c'est par la post-date que le chèque arrive à jouer le rôle des effets de commerce.... La tentation de se servir du chèque pour des usages auxquels sa nature juridique ne le prédisposait pas s'est augmentée à raison de certaines lois récentes. C'est ce que constate l'auteur de l'exposé des motifs : « Depuis que les articles 18 et 19 de la loi du 31 décembre 1917 ont d'une part porté de 5 centimes 0/0 à 0,20 le droit de timbre proportionnel des effets de commerce et d'autre part augmenté les droits de timbre gradués des quittances de 0.25 à 1 franc, l'intérêt de la fraude s'est accru.

Au point de vue économique, il serait souhaitable

que le projet du Gouvernement soit voté...Ce serait, ou à peu près, le triomphe du système anglais. Le chèque pourrait alors réaliser sa fonction propre qui est d'être un procédé de compensation, c'est-à-dire un moyen de paiement, sans maniement de fonds. Mais les raisons théoriques, si sérieuses soient-elles, n'ont que peu de prise sur le Parlement ; il est bien plus sensible, surtout aujourd'hui, aux trous qui peuvent indûment se creuser dans le Trésor et qu'il faut combler à tout prix. Jusqu'ici les raisons fiscales ont plutôt eu pour résultat de faire sortir le chèque de son rôle ; il semble que désormais, elles doivent plutôt l'y faire rentrer. Ces abus étant devenus trop criants et trop néfastes pour le budget.

Sans doute des résistances se produiront, tout d'abord parce que la fraude fiscale ne se laisse pas aisément dénicher et aussi pour des motifs plus légitimes. On dira par exemple, que la restriction de la capacité passive constituera, dans divers cas, une gêne pour le commerce et l'industrie. On dira qu'il n'y a pas trop de libertés et qu'en supprimer une n'est pas chose indifférente. Le tirage sur n'importe qui constitue une commodité à laquelle est attachée le monde des affaires. Déjà des protestations se sont élevées, quand on a limité la faculté de tirer des chèques barrés. Mais il n'est pas de réforme qui ne soulève des critiques et ne présente des inconvénients. Il s'agit de faire la balance du pour et du contre. Il semble ici que le projet du

gouvernement se justifie, non pas seulement par des raisons fiscales que personne ne peut actuellement daigner, mais même par des raisons économiques profondes et que nous avons déjà indiquées. Bref, la loi du 1865 ne nous paraît plus à jour sur ce point et nous partageons l'avis émis dans une thèse récente (Duverger, *Le rôle économique du chèque*, 1913). « Le chèque peut être tiré sur un tiers quelconque... C'est là la grande faute du législateur de 1865... Sans doute, elle est en partie excusable. On n'a pas osé à cette date imposer le tirage sur banquier comme cela existait en Angleterre. Les banques de dépôts étaient encore à leur période de formation et l'on avait l'habitude de confier son argent aux avoués et surtout aux notaires... » Aujourd'hui ces raisons ont beaucoup perdu de leur force et il n'est pas à craindre semble-t-il que l'adoption du projet restrictif du gouvernement n'entrave l'essor du chèque... du moins dans ce qu'il a de légitime.

Quoi qu'il en soit, que l'on puisse tirer sur n'importe qui, ou seulement sur des personnes déterminées, il faut en toute hypothèse, que le tiré ait provision préalable ou du moins provision.

De très nombreuses questions se posent ici : tout d'abord, qu'est-ce qu'« avoir provision » ?

C'est pour le tireur avoir des fonds disponibles chez le tiré. Dans leur *Manuel de droit commercial*, Lyon-Caen et Renault ne donnent pas une définition de cette

expression, ils se bornent à dire qu'il peut y avoir provision dans deux catégories de cas, qu'il importe de distinguer :

A) Paul a un banquier auquel il remet des fonds en dépôt ou qu'il charge d'opérer pour lui des recouvrements, le banquier doit garder les sommes déposées ou recouvrées à la disposition de son client (Paul). Il y a certainement provision (disponibilité des fonds) pour les chèques tirés jusqu'à concurrence de la somme dont le banquier est redevable. C'est le cas le plus fréquent dans lequel est tiré un chèque.

B) Paul est, à raison d'une cause quelconque, créancier d'une somme d'argent exigible. Cette créance constitue une provision (p. 565).

Ce sont là des hypothèses qui ne jettent pas de lumière nouvelle sur la question. Cela revient à dire « qu'il y a provision quand il y a provision ».

A la Haye, la question fut l'objet d'un assez long débat. Dans le rapport Carlin et Mayer, il est déclaré que le Comité a été unanime à reconnaître qu'il y avait fonds disponibles, non seulement quand le tireur avait un dépôt d'argent chez le tiré, mais aussi quand celui-ci avait ouvert un crédit et généralement dans tous les cas où le tireur a contre le tiré une créance de somme d'argent liquide et exigible.

L'un des délégués, prenant acte de ce que « la simple ouverture de crédit est considérée comme une provision » en tirait la conséquence que ce mot aujour-

d'hui a une acception extrêmement large dont la portée semble équivaloir à celle de « convention préalable ». C'est peut-être ce qui a été dit de plus exact et de plus profond sur cette question...

Notre loi de 1865 ne se contente pas de dire qu'il doit y avoir provision, elle ajoute que cette provision doit être préalable, c'est-à-dire qu'elle doit exister dès le moment de l'émission du chèque, c'est ce que précisent MM. Lyon-Caen et Renault : « En matière de lettre de change, la provision n'est pas exigée lors de la création du titre. Le tireur satisfait à son obligation par cela seul qu'elle existe au moment de l'échéance, c'est-à-dire qu'à ce moment, le tiré se trouve être débiteur du tireur (art. 115 et 116, C. com.), de telle sorte que le tiré en payant la traite, ne fait qu'acquitter sa dette envers le tireur. *Il en est autrement en matière de chèque* (p. 564).

Théoriquement, la solution de la loi française se justifie aisément ; elle découle de la nature même du chèque qui est un instrument de paiement à vue. quand je donne un chèque à un de mes créanciers, c'est comme si je lui remettais des espèces ; il faut donc que ma monnaie soit bonne dès l'instant où elle passe de mes mains dans les siennes. Mais pratiquement, la seule chose qui importe, c'est que le bénéficiaire encaisse quand il se présente chez le tiré.

La loi de 1865 porte sur ce point la marque de l'esprit français parfois trop épris de logique et d'harmonie.

Cette méthode risque de faire tomber dans le byzantinisme et la chinoiserie. Dans la discussion qui se produisit à la Haye, la délégation française se trouva de ce fait dans une situation assez délicate. L'un des délégués étrangers fit l'hypothèse suivante : un banquier reçoit de son correspondant à Paris l'avis télégraphique qu'il mettra à sa disposition pour le lendemain 100.000 marks à Berlin ; le banquier est absolument sûr que les fonds seront à Berlin le lendemain ; il dispose de ces fonds au moyen d'un chèque le jour même où il reçoit l'avis, y a-t-il provision préalable, d'après le système français ou non ? M. Lyon-Caen répondit par la négative. Il faisait ainsi une interprétation exacte de notre législation ; mais n'est-ce pas pousser trop loin le formalisme et cela sans motif sérieux.

La législation belge est sur ce point identique à la française. Mais M. Carton de Wiart sentit qu'il convenait de jeter du lest : il observa qu'en fait le chèque étant essentiellement à vue, la distinction est plus théorique que pratique et que communément un chèque est dans la pratique considéré comme régulier même si la provision n'est pas constituée au moment même où le chèque est signé, pourvu qu'elle le soit au moment de sa présentation. Il peut arriver, par exemple, que pour reconstituer ses disponibilités, l'on donne à son banquier, étant entendu qu'il vous créditera immédiatement du produit approximatif de la vente, un ordre de vendre des titres en même temps que l'on crée

le chèque. Il n'y a pas de provision préalable à l'émission et l'on ne peut cependant dire que ce chèque est irrégulier.

L'hypothèse envisagée par M. Carton de Wiart pourrait prêter à discussion : on serait même fondé à y voir une sorte d'ouverture de crédit par le banquier, et alors même dans le système français, il y aurait provision préalable.

Quoi qu'il en soit, la jurisprudence française sanctionne énergiquement la nécessité de la provision au moment de l'émission. Il a été jugé, par exemple, que « le chèque, qui est émis et négocié pour le recouvrement du prix d'une facture de marchandises non acceptées par le débiteur, ne reposant pas sur une provision préalable de fonds disponibles constitue non un véritable chèque, mais un effet de commerce et doit en conséquence être revêtu du timbre proportionnel (Trib. civ. Mâcon, D. 1875, 5, 436). De même un arrêt de la Cour d'appel de Caen décide « qu'un chèque est nul quand le tiré n'a pas reçu de provision préalable ».

Mais ces décisions de justice se réfèrent à des hypothèses complexes ; la première vise un cas où non seulement, il n'y avait pas de provision préalable, mais pas même de provision du tout, puisqu'elle avait comme gage une facture non acceptée, c'est-à-dire peut-être discutable ; quant à l'arrêt de Caen il solutionnait une affaire assez compliquée : il s'agissait d'un commissionnaire qui avait pris l'engagement de faire

des avances sur marchandises et de procurer bon accueil à un chèque tiré, non sur lui, mais sur une autre personne et au moyen duquel l'expéditeur devait toucher les sommes ainsi avancées. L'arrêt signifie donc avant tout que la provision doit exister entre les mains du tiré auquel le chèque sera présenté et non dans les mains d'un tiers. Il y avait dans l'espèce provision chez le commissionnaire, mais pas chez le tiers sur qui le chèque était tiré.

On pourrait multiplier les jugements et les arrêts, ils contiennent, en général, un attendu ainsi conçu : « Attendu que l'existence d'une provision préalable et disponible est la condition caractéristique et essentielle de la validité d'un chèque..... » Mais c'est une formule, en quelque sorte, de style et peut-être la question de la *préalabilité* n'a-t-elle joué dans toutes ces décisions de justice qu'un rôle assez limité.

On peut même citer un arrêt de la Cour d'appel de Douai (18 décembre 1902) qui paraît en avoir fait assez bon marché. Il a admis que la provision est constituée en temps utile lorsqu'elle l'a été le jour même du protêt, mais, en tout cas, avant son enregistrement, les usages du commerce étant que le protêt reste jusqu'à son enregistrement aux mains de l'huissier instrumentaire auprès duquel ce débiteur peut encore se libérer. Voici cet arrêt :

« LA COUR :

« Attendu que la Compagnie Algérienne porteur d'un

chèque de 18.000 francs tiré par le sieur Montefiore sur Betancourt et payable chez Dupont, réclame cette valeur en se fondant : 1° sur ce que Betancourt a reçu en temps utile les 18.000 francs constituant la provision du chèque.... ; Attendu qu'à tort les premiers juges ont refusé de faire droit à cette demande par le motif que le chèque dont la Compagnie Algérienne a accepté le montant n'avait pas reçu provision chez le tiré ;

« Attendu, en effet, que la nullité d'un chèque, créé sans provision préalable laisse subsister l'engagement pris par le tireur et transmis au porteur par voie d'endossement, que cette nullité, en supposant qu'elle existe bien que la loi ne la prononce pas, n'est pas absolue et irrémédiable, mais peut être couverte si la provision est fournie en temps utile.... »

Cet arrêt est resté isolé, croyons-nous ; il va, en effet, plus loin que de raison, puisqu'il décide que la provision peut être constituée valablement jusqu'au protêt, et même un peu au delà. Mais il paraîtrait désirable de s'arrêter à un moyen terme et de dire qu'il suffira que la provision existe au moment de la présentation du chèque. Les intérêts légitimes du bénéficiaire seraient ainsi sauvegardés et c'est la seule chose qui importe pratiquement.

Il est intéressant de signaler dans cet ordre d'idées que « pour ces mandats rouges de la Banque de France, il suffit que la provision existe à la fin de la journée dans laquelle ils sont présentés à la Banque. Entre le

moment de son émission et le jour de sa présentation, le crédit de celui qui a tiré le mandat a pu s'alimenter par d'autres mandats rouges souscrits à son profit » (Cablat, *La sécurité et l'harmonie des paiements en France*, 1913).

Notre législation du chèque pourrait donc être modifiée dans un sens un peu plus libéral quant à ce qui concerne la *préalabilité* de la provision....

D'après la loi de 1865, la provision devait, en outre, être intégrale, faute de quoi le chèque était nul et de nul effet. Sur ce point, la jurisprudence était à peu près unanime. Voici quelques arrêts et jugements :

Arrêt de la Cour d'appel de Lyon, 14 mai 1890, Dalloz, 1891, 2, 180.

LA COUR :

Considérant qu'en 1887, Catuogo a émis sur la Société Lyonnaise des dépôts et comptes courants un titre ainsi libellé : « Naples, le 4 octobre 1887. Payer au porteur ou à l'ordre de la Cassa Maritima la somme de 17.000 francs. Catuogo : que ce titre était détaché du carnet de chèques qui avait été délivré par la Société Lyonnaise à Catuogo.....

« ... Considérant que lors de la présentation de ce titre, la Société Lyonnaise en a refusé le paiement sur le motif qu'elle n'avait pas entre les mains provision préalable et disponible ; qu'il est certain, en effet, que la contre-valeur lui avait été envoyée en remises qui n'étaient pas acceptées ou qui ne l'ont été que posté-

rieurement et qui *même n'ont pas été toutes payées* ; considérant qu'une provision préalable et disponible est la condition caractéristique du chèque : qu'à défaut, il est *atteint d'une nullité radicale* et ne peut, par conséquent, avoir pour effet, de transférer au porteur la propriété des sommes qui seraient ultérieurement advenues aux mains du tiré ».

Jugement du Tribunal de commerce du 21 mars 1893 (*Journal des Tribunaux de commerce*, 1894, p. 156).

« LE TRIBUNAL,

« Attendu que Piel requiert paiement d'un chèque de 1.000 francs en date du 10 novembre 1892, tiré par Muralt sur le Crédit Lyonnais à l'ordre dudit Piel ;

« Attendu que le Crédit Lyonnais fait offre de lui payer une somme de 2 fr. 50 montant du crédit du compte de Muralt à la date susénoncé ;

« Attendu que Piel, tiers porteur d'un chèque, n'a pas d'autres droits à exercer sur le tiré que ceux qu'il détient du tireur son cédant : que le fait par ce dernier d'être porteur d'un carnet de chèques à raison d'une provision préalablement versée ne l'autorise à procéder au recouvrement des sommes portées à son crédit que dans la limite où lesdites sommes, liquides et exigibles, constituent toutes compensations opérées, une différence nette à son profit et n'ont point été absorbées par les retraits successifs antérieurs qu'il lui a plu d'opérer.... »

Le Lyonnais, comme on sait, avait offert de verser le reliquat du compte, soit : 2 fr. 50, au porteur du chèque. Le Tribunal *décide que ces offres sont sans objet* : « Attendu que l'existence d'une provision préalable et disponible est la condition caractéristique et essentielle d'un chèque ; *qu'elle est ou qu'elle n'est pas*, selon qu'elle atteint la somme portée, la dépasse ou lui reste inférieure, mais *qu'elle n'existe point à concurrence d'une fraction de cette somme* ; qu'en effet, le chèque constitue au profit du porteur qui agit en l'espèce, *un titre irréductible et fixe et non un titre divisible, valable pour partie, inopérant pour le surplus ; de telle sorte qu'en l'absence de la provision absolue, ce titre est frappé d'une nullité radicale et est impuissant à transférer audit porteur une provision partielle.* »

Ce jugement a, peut-on dire, condensé la jurisprudence sur la question, il exprime d'une façon très nette l'état de choses qui existait avant la loi du 2 août 1917. Mais, dans l'espèce, la différence entre la somme portée au chèque et la provision était considérable, puisque le chèque était de 1.000 francs et la provision de 2 fr. 50 ; mais la décision finale est restée la même dans une autre affaire. Le chèque était de 6.000 francs et la provision de 5.711 fr. 50.

Cette affaire a occupé divers tribunaux pendant plusieurs années : d'abord Marseille qui dans un jugement du 3 février 1899 décide qu'un chèque auquel ne correspond pas une provision suffisante est nul ; puis, Aix

qui, dans un arrêt du 31 mars 1900, adopte les motifs des premiers juges. Cet arrêt est cassé par la Cour de cassation, non pas pour fausse interprétation de la loi sur la question de provision, mais pour une raison de procédure : la Cour d'Aix n'avait pas répondu à toutes les conclusions de la Société Marseillaise demanderesse (7 janvier 1903).

Il y a renvoi devant la Cour d'appel de Nîmes qui rompt avec la jurisprudence jusque-là constante en matière de provision. Voici cet arrêt qui est d'un haut intérêt, car il va devenir le point de départ de toute une campagne pour faire modifier notre loi de 1865 :

« LA COUR,

Attendu qu'il a été soutenu et que les premiers juges ont admis qu'un chèque émis sans que le tiré ait en mains une provision au moins égale au montant de cette valeur est frappé, dès l'origine, d'une nullité radicale, le rendant inapte à produire un effet au profit de qui que ce soit ; mais attendu que si les termes par lesquels le législateur a défini le chèque implique nécessairement l'existence d'une provision à la fois préalable, liquide et disponible, il est à remarquer que, dans aucune de ses dispositions, la loi du 14 juin 1865 ne prononce une nullité aussi absolue qui atteindrait le tiers porteur de bonne foi, lorsqu'il se trouve en présence d'un tiré débiteur seulement d'une partie de la somme devant former provision ; que, dans le silence

d'une loi, les tribunaux ne sauraient, sans excéder leurs pouvoirs, prononcer une nullité aussi rigoureuse ;

Attendu que, pour interpréter l'intention du législateur, on doit s'en référer aux principes généraux, appliquer par analogie au chèque les règles admises par une jurisprudence aujourd'hui constante en matière de lettre de change et décider que la négociation même du chèque opérant nécessairement la cession par le tireur des droits qu'il a sur le tiré, ce dernier doit, par voie de conséquence, payer sur la réquisition du tiers porteur les sommes dont il est débiteur vis-à-vis du tireur, *qu'elles représentent la totalité du chèque ou seulement une partie* ;

Attendu que le caractère d'indivisibilité et d'irréductibilité que les premiers juges ont attribué au chèque, n'existe qu'au profit du tiers porteur qui est en droit de refuser un paiement partiel, mais ne saurait lui être opposé ;

Attendu que le système du Tribunal, s'il était adopté, aurait pour résultat de mettre les intérêts respectables des tiers porteurs à la merci d'une collusion ou même d'une erreur commise de bonne foi ; attendu qu'ainsi que cela résulte des pièces régulières produites au procès, émanées des principales maisons de banque françaises et de l'union des banquiers des départements, les usages commerciaux attribuent au porteur la provision partielle comme la provision totale..... » (C. Nîmes, 5 mars 1903).

Cet arrêt ne trouva pas grâce devant la Cour de cassation :

« LA COUR,

Attendu que le chèque n'est valable et ne peut produire d'effets que si le tiré a préalablement entre les mains une provision suffisante pour que le montant en soit acquitté à la première réquisition ; *que la nullité existe en cas d'insuffisance comme en cas d'absence de provision*, le chèque n'étant pas alors ce qu'il doit être dans l'esprit du législateur, un instrument, non de crédit, mais de paiement.... » (Cass., Ch. civ., 15 mars 1905).

L'affaire trouva son épilogue dans un arrêt de Montpellier qui n'a pas d'originalité et adopte le point de vue de la Cour de cassation (19 avril 1906).

Cette version jurisprudentielle a généralement été critiquée par la doctrine. M. Lyon-Caen, dans une note sur l'arrêt de cassation (Sirey, 1905.1.161), fait observer que si vous souscrivez une reconnaissance de dette pour une somme qui doit vous être prêtée et si vous ne recevez effectivement qu'une somme inférieure, votre obligation est nulle pour défaut de cause, mais seulement en partie ; elle demeure valable jusqu'à concurrence de la somme prêtée.

D'autre part, il est assez difficile de comprendre pourquoi en matière de traite la provision est versée au porteur dans la mesure où elle existe et pourquoi il en est autrement en matière de chèque.

Sans doute les deux instruments ne répondent pas à la même conception juridique et économique ; mais ceci n'est vrai qu'au moment de leur création, mais non au moment de leur paiement. Ils se ressemblent alors singulièrement. Et pourtant c'est un fait, depuis 1832 (Chambre des requêtes, 15 février), la provision, même partielle, est, en ce qui concerne la lettre de change, attribuée au porteur. Il y avait là une antinomie assez difficile à défendre.

D'autres auteurs, notamment MM. Thaller et Lacour, s'inspirant des théories étrangères sur la provision, ont porté le débat sur un terrain plus intéressant encore. Mais leur argumentation ne se limite pas à demander que la provision partielle soit acquise au porteur d'un chèque ; elle tend à établir que « la question de la provision n'intéresse que les rapports entre le tireur et le tiré qui sont extérieurs à la lettre de change (ou au chèque). Il n'y a donc pas lieu de lui faire une place dans les dispositions de la loi sur les effets de commerce » (Rapport de M. Lacour au Ministère de l'Instruction publique, 11 janvier 1919).

Bien avant, M. Thaller soutenait déjà les mêmes idées, mais en partant d'un point de vue différent ; d'après lui, il serait équitable de décider qu'un chèque sans provision, ou sans provision suffisante, donne droit aux mêmes actions qu'un chèque régulier, car le porteur s'est fié aux dehors du titre ; il n'était pas renseigné sur l'absence de provision qui est un vice latent ;

il serait injuste de le frapper (Thaller, *Traité élémentaire de droit commercial*, 3^e édition, n^o 1546).

Examinant de plus près encore la solution de la jurisprudence, l'on peut observer que, tout en interprétant exactement, semble-t-il, la loi de 1865, elle est en contradiction intrinsèque et profonde avec les principes qui la dominent quant à la provision et qui veulent que le porteur ait un droit exclusif à cette provision.

Cela a été aperçu par M. Lacour : « L'élément de crédit réel qui résulte, dans notre législation, du droit exclusif accordé au porteur sur la provision sera subordonné à l'existence d'une provision totale ; il va disparaître toutes les fois qu'elle n'atteindra pas le montant de l'effet, alors même que l'écart serait d'une somme dérisoire.... »

Une conséquence de notre doctrine traditionnelle en matière de provision devait donc être de faire décider que le porteur a droit à la provision qui existe, qu'elle soit totale ou qu'elle ne soit que partielle. C'est le sens de la loi du 2 août 1917 : « Si la provision est inférieure au montant du chèque, celui-ci produit tous les effets attachés au chèque régulier jusqu'à concurrence de ladite provision. »

Cette disposition nous paraît heureuse à tous égards. Elle a d'abord l'avantage de cadrer avec les solutions admises en matière de lettres de change. Elle découle de l'idée même qu'on se fait en France de la provision,

somme affectée en quelque sorte au porteur de l'effet. Enfin, elle est de nature à rendre plus sûre la circulation du chèque et par suite à en favoriser le développement. On n'a plus à craindre de se voir refuser le paiement d'un chèque, parce qu'il manque quelques centimes à la provision.

L'œuvre du législateur de 1917 ne mérite donc, il semble, que des éloges, d'autant qu'elle ne s'est pas limitée à ce que nous venons d'exposer et qu'elle a abordé le problème des sanctions en cas de chèque non provisionné ou insuffisamment provisionné.

Ce problème avait déjà, cela va de soi, reçu une solution dans la loi du 14 juin 1865, modifiée en 1874 ; mais dans la pratique, cette solution s'était révélée insuffisante ; elle comportait deux sortes de sanctions : d'abord des amendes fiscales : « le tireur qui émet un chèque sans date ou non daté en toutes lettres, s'il s'agit d'un chèque de place à place, celui qui revêt un chèque d'une fausse date ou d'une fausse énonciation du lieu où il est tiré est passible d'une amende de 6 0/0 de la somme pour laquelle ce chèque est tiré, sans que cette amende puisse être inférieure à 100 francs... »

« *Celui qui émet un chèque sans provision préalable et disponible est passible de la même amende, sans préjudice des peines correctionnelles, s'il y a lieu.* »

Il paraît que, dans la pratique, cette sanction ne joue guère. « Ce n'est que très exceptionnellement que l'administration se trouve à même de constater cet abus.

Quand un commerçant tire un chèque sur un autre commerçant, le chèque ne passe que dans des cas très rares sous les yeux des agents du Trésor et s'il y passe, il est à peu près impossible à ces derniers de savoir si le prix des fournitures représentant la provision était bien exigible au moment de l'émission du chèque. »

La loi du 2 août 1917 a un peu modifié l'article 6 de la loi du 19 février 1874 ; il fallait, en effet, le mettre en harmonie avec la disposition nouvelle, relative aux droits du porteur sur la provision même partielle. D'où la rédaction que voici : « Celui qui émet un chèque, sans provision préalable et disponible, est passible de la même amende (6 0/0). Si la provision est inférieure au montant du chèque, l'amende ne porte que sur la différence entre le montant de la provision et le montant du chèque. » Il reste à craindre que, après la loi du 2 août 1917, comme avant, le fisc n'éprouve de sérieuses difficultés à percevoir ladite amende. Rien n'est, en effet, changé aux conditions de son applicabilité. Il y a donc là une sanction qui n'existe guère que sur le papier.

Ce n'est, d'ailleurs, pas la seule ; dans la loi du 14 juin 1865, il était stipulé (art. 6) que « l'émission d'un chèque sans provision préalable est passible de la même amende, *sans préjudice de l'application des lois pénales*, s'il y a lieu. Ce texte avait été légèrement modifié par la loi du 19 février 1874 : « Celui qui émet un chèque, sans provision préalable et disponible, est passible de

la même amende, sans préjudice des peines correctionnelles, s'il y a lieu. » C'est ce « s'il y a lieu » qu'il s'agit d'examiner et de déterminer. Il semble de prime abord, que toute émission de chèque sans provision, ou même sans provision suffisante, doit être punissable, *ipso facto*, réserve faite de la bonne foi. En effet, cela équivaut pratiquement à lancer de la fausse monnaie dans la circulation.

Cette conception se trouvait dans le projet du gouvernement, tel qu'il fut déposé devant le Corps législatif. Il y avait, en effet, un article 7 ainsi conçu : « L'émission d'un chèque sans provision préalable et le retrait de la provision sont punis, en cas de mauvaise foi, des peines prononcées par l'article 405 du Code pénal, sauf application, s'il y a lieu, de l'article 463 du même Code. »

Mais l'article 7 fut supprimé à la demande de la Commission. « La Commission a cru que le maintien de l'article 7 du projet exposait le tireur à de trop grands dangers... Le seul fait pour un commerçant d'avoir été atteint par un mandat de comparution porterait atteinte à son honorabilité. Pour éviter ces tracasseries, beaucoup de commerçants renonceraient à l'usage du chèque. »

Le Corps législatif craignit donc que si le texte gouvernemental était voté, il n'en résulte des conséquences fâcheuses : d'abord, qu'un tireur, même de bonne foi, ne fût inquiété, et par suite qu'il n'en rejaillît un certain

discrédit sur le chèque. D'où une exigence supplémentaire qui permet de présumer que le tireur était de mauvaise foi. Le fait d'émettre ce chèque sans provision ne constitue un délit pénal que s'il est accompagné de manœuvres frauduleuses. C'est ce qui explique l'expression consacrée : « escroquerie au chèque ». En voici un exemple assez courant. Un individu se présente dans une banque et demande à se faire ouvrir un compte. Moyennant le dépôt d'un somme infime (50 fr. et même parfois 5 fr.) et de sa signature, la banque lui ouvre un compte. Il demande un carnet de chèques qui lui est presque immédiatement délivré. Il alimente ce compte par la remise de quelques centaines de francs ou de quelques milliers de francs, selon le monde auquel il appartient.

Il fait quelques petites commandes chez le chemisier ou le bijoutier et règle par chèques. Ces chèques sont payés. Les fournisseurs prennent confiance et comme le client ne marchandait généralement pas, ils lui font des livraisons plus importantes, jusqu'à ce qu'un jour le chèque qui leur est remis revienne impayé.

Ce tireur est passible de l'article 405 du Code pénal ainsi conçu : « Quiconque, soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit *en employant des manœuvres frauduleuses* pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre

événement chimérique, se sera fait remettre ou délivrer, ou aura tenté de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharges et aura, par ces moyens, escroqué ou tenté d'escroquer la totalité ou partie de la fortune d'autrui, sera puni d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus et d'une amende de 50 francs au moins et de 3.000 fr. au plus... »

Comme les textes du droit pénal s'interprètent restrictivement, les gens habiles peuvent glisser entre leurs mailles. Et c'est ce qui arrivait trop souvent pour les tireurs de chèques non provisionnés. Il y avait là un risque qui nuisait à la diffusion des chèques et auquel le monde des affaires demandait que le législateur remédiât énergiquement.

Il désirait que l'on en revînt purement et simplement à l'article 7 du projet gouvernemental. « Il semblerait que le mieux serait à ce sujet de reproduire l'article que contenait le projet du gouvernement, lorsqu'il a présenté la loi créatrice du chèque en 1865. A cette époque on avait écarté cette disposition dans la crainte de détourner le public de l'usage du chèque ; cette crainte ne saurait plus subsister aujourd'hui et il est indispensable que le porteur soit, dans toute la mesure du possible, à l'abri d'une fraude trop facile à commettre » (Déclaration de l'Union syndicale des banquiers de Paris et de province).

On a ici un exemple de la fragilité des prévisions humaines. En 1865, l'on se refusait à sanctionner énergiquement l'émission d'un chèque non provisionné, par la raison que cela serait susceptible de restreindre la circulation du chèque. Or, c'est, semble-t-il, exactement le contraire qui s'est produit : l'excès de libéralisme dont on avait fait preuve a diminué la sécurité du chèque, condition primordiale de sa diffusion.

En temps normal, nous voulons dire quand le cours forcé n'existe pas, il n'est à peu près personne qui n'accepte le billet de la Banque de France à l'égal du louis d'or, ni qui se précipite à notre grand établissement pour faire convertir.... La raison en est qu'avec le billet on n'a jamais de déboires. Au contraire, ce n'est souvent pas sans une certaine appréhension que l'on prend un chèque, car les prétoires et les journaux retentissent parfois d'histoires « d'escroquerie au chèque.... »

Le législateur de 1917 a donc été bien inspiré en essayant de renforcer la sécurité du chèque par des pénalités d'une application moins difficile que celles de la loi de 1865 : « Celui qui a de mauvaise foi émis un chèque sans provision préalable disponible, ou qui a retiré après l'émission tout ou partie de la provision, est passible d'une peine d'emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende qui ne pourra excéder le double de la valeur nominale du chèque, ni

être inférieure au quart de cette valeur. L'article 463 du Code pénal est applicable au présent délit. »

Cette disposition est très intéressante et mérite un examen attentif. Tout d'abord, elle crée un délit nouveau, qui est constitué soit par le fait d'émettre un chèque sans provision préalable et disponible, soit par le fait d'avoir retiré après l'émission tout ou partie de la provision. Il n'est plus nécessaire qu'il y ait accompagnement de manœuvres frauduleuses.

C'est le premier point de dissemblance avec la loi de 1865 et le premier point de ressemblance avec le projet gouvernemental. Il est d'une importance extrême et va, comme nous le verrons par l'étude de la jurisprudence, rendre bien plus dangereuse que ne l'était avant, la position de celui qui émet un chèque non provisionné. Pour l'application de la pénalité, le tribunal n'a que deux choses à examiner : un fait matériel et la question de bonne foi....

Ce n'est pas tout, dans ces lois des 14 juin 1865 et 19 février 1874, seule l'émission d'un chèque sans provision préalable était punie ; de telle sorte que celui qui avait provision au moment de la création du chèque, mais qui la retirait avant que le bénéficiaire n'ait eu le temps de se présenter pour se faire payer, échappait à toute répression. Or cette sorte de fraude était devenue de plus en plus facile avec le développement des moyens de communication rapides et la multiplication des agences et succursales. Il suffisait de déta-

cher son téléphone et de disposer instantanément des fonds à son crédit, pour empêcher le chèque que l'on venait de signer d'arriver à bonne fin. Notons même que dans cette hypothèse, l'amende fiscale n'était pas due, de telle sorte qu'aucune sanction n'existait....

« On peut bien appliquer une amende de timbre à un chèque émis alors qu'il n'y avait pas de provision, parce qu'au moment où le chèque était émis, il devait l'être sur un papier timbré. Il y a donc eu contravention. Mais nous supposons le cas où la provision, après avoir été faite, a été retirée postérieurement au moment où le chèque a été émis. Dans cette hypothèse, la provision existait lorsque le chèque a été émis, et par conséquent existait le droit d'inscrire le chèque sur un papier non timbré » (Discours de M. de Lavenay, orateur du gouvernement, au Corps législatif.) On se rappelle que les chèques avaient été exemptés de tout droit de timbre pendant dix ans par la loi de 1865.

Les raisons invoquées par M. de Lavenay gardent toute leur valeur, et aujourd'hui encore, lorsque la provision existait au moment de l'émission, alors même qu'elle a disparu avant la présentation à paiement, l'amende fiscale n'est pas due.

Mais, et c'est l'une des supériorités de la loi du 2 août 1917 sur la loi du 14 juin 1865, celui qui retire indûment, c'est-à-dire avant les délais légaux, la provision qu'il avait constituée et frustre ainsi son créancier, est désormais passible de la même pénalité que

celui qui lance un chèque non provisionné dès l'origine ; sur ce point encore, le législateur de 1917 est revenu purement et simplement au projet de 1864.

« Dans le projet gouvernemental, l'émission sans provision ou le retrait de la provision étaient considérés comme des délits justiciables de la juridiction correctionnelle. *On les avait mis sur la même ligne*, par ce qu'on trouvait dans ces faits la même immoralité, que rien n'empêchait de les punir l'un comme l'autre et de les comprendre dans la même disposition » (Discours de M. de Lavenay....)

Donc, depuis la loi du 2 août 1917, plus n'est besoin de s'être rendu coupable de manœuvres frauduleuses pour être puni ; il suffit d'avoir soit émis un chèque sans provision, soit d'avoir retiré cette provision avant les délais de présentation.

Ajoutons que les peines susceptibles d'être prononcées ne sont pas les mêmes dans les lois de 1865 et de 1917 : dans la première, l'emprisonnement varie d'un an à cinq ans ; dans la seconde de deux mois à deux ans ; on a estimé qu'il y a un danger quand les peines sont trop fortes, c'est que les juges ne les appliquent pas, sous prétexte de bonne foi du délinquant, notons, d'ailleurs, que l'article 405 du Code pénal pourra continuer de jouer comme dans le passé, c'est-à-dire dans les cas où il y aura « escroquerie au chèque ».

Quant à la peine d'amende, elle est bien plus intéressante et mieux comprise dans la loi de 1917, puis-

qu'elle se modèle sur le chèque et se proportionne à sa valeur. Il y a là une excellente adaptation du système des amendes, qui se justifie par cette idée : à savoir que l'on est ici plutôt sur le terrain fiscal que sur le terrain pénal proprement dit.

Ce commentaire des différences entre les lois de 1865-1874 et de 1917 est éclairé et concrétisé dans la décision de justice suivante :

« LE TRIBUNAL,

« Attendu que, le 29 septembre 1917, le sieur K... achetait du sieur S..., après échantillonnage, un lot de lentilles, déposées en entrepôt à la Halle aux Cuirs, moyennant le prix de 22.015 francs ;

Attendu que deux bons d'enlèvement de la marchandises furent immédiatement remis à A... qui régla par un chèque sur une succursale de la Société Centrale des Banques de Province ;

Attendu que S... s'étant rendu le jour même à la banque dont s'agit pour toucher le chèque, on refusa de le lui payer, parce qu'il était daté du lendemain, fait dont A... s'était bien gardé de prévenir S... ;

Attendu que ni le lendemain, ni les jours suivants S... ne put se faire payer, A... ayant fait opposition au paiement et ayant même déchiré le chèque dont il était rentré momentanément en possession ;

Attendu qu'il fut, d'autre part, démontré par la suite qu'A. n'avait pas à la Banque provision suffisante en espèces pour payer le chèque ;

Attendu qu'à raison de ces faits A.. est poursuivi :

1° pour escroquerie ;

2° pour émission de chèque sans provision, délit prévu par la loi du 2 août 1917 ;

En ce qui concerne l'escroquerie :

Attendu que A... a fait connaître que, s'il a détruit le chèque, refusé de prendre livraison de la marchandise et rendu à S... les bons d'enlèvement, résiliant ainsi de sa propre autorité le marché conclu, c'est parce qu'il avait appris, entre temps, que partie des lentilles était avariée ;

Attendu qu'il semble bien, en effet, qu'une certaine quantité de lentilles vendues était impropre à la consommation ;

Attendu, d'autre part, que S... paraît avoir accepté la résiliation, puisqu'il a repris les bons d'enlèvement et revendu la marchandise à un autre acheteur à peu près aux mêmes conditions ;

Attendu, dès lors, que l'inculpation d'escroquerie ne paraît pas suffisamment établie..... »

Si la loi de 1865-74 avait seule existé, le sieur A.. eût donc échappé à toute répression, puisqu'il est acquitté sur le premier chef de la poursuite, c'est-à-dire sur l'escroquerie ; mais restait un second chef et le Tribunal continue :

« En ce qui concerne l'émission d'un chèque sans provision :

Attendu que ce délit doit être examiné séparément, sans tenir compte des divers incidents qui viennent

d'être analysés, et en se plaçant uniquement au point de vue de la loi nouvelle du 2 août 1917 ; Attendu qu'admettre comme provision des créances qui peuvent être l'objet de contestations ultérieures serait dénaturer complètement le caractère du chèque qui est un instrument de paiement et en faire un instrument de crédit .. Attendu qu'il était déjà reconnu en jurisprudence que l'on ne pouvait considérer comme constituant une provision en matière de chèque l'inscription en compte-courant d'effets négociables non encore échus....

Attendu que cette théorie doit être beaucoup plus rigoureusement appliquée depuis la loi du 2 avril 1917, qui, dans un but de défense nationale, pour économiser la circulation des billets de banque, afin de justifier la confiance du public dans le chèque, a puni de peines correctionnelles le fait d'émettre un chèque sans provision préalable et disponible ;

Attendu que la mauvaise foi de A... résulte suffisamment de cette circonstance que, au moment même où il émettait le chèque litigieux, il savait pertinemment qu'il n'avait pas de fonds disponibles à son compte et de cet autre fait qu'il a post-daté son chèque sans prévenir S... ;

Par ces motifs,

Acquitte A... du chef d'escroquerie ;

Le déclare coupable d'avoir depuis moins de trois ans, à Paris, de mauvaise foi, émis un chèque sans

provision préalable et disponible, délit prévu et puni par l'article 2 de la loi du 2 août 1917..... (Trib. corr. Seine, 27 juin 1919, *Gaz. Trib.*, 23 décembre 1918).

Grâce à cet ensemble de sanctions fiscales et pénales, la circulation du chèque ouvert est devenue relativement sûre ; nous disons *relativement*, car il y a toujours des gens qui pourront préférer courir le risque de la prison et de l'amende plutôt que de s'abstenir d'émettre un chèque non provisionné. Ils ne constituent heureusement qu'une exception.....

En résumé, la législation du chèque ordinaire a été profondément modifiée, et, disons-le améliorée par ces dispositions récentes que nous avons rappelées. Il n'était pas sans intérêt de les faire connaître, peu d'ouvrages de droit ou d'économie politique étant à jour, par suite de la guerre... Le même travail de mise au point s'impose pour le chèque barré, ce sera l'objet des pages qui vont suivre.

CHAPITRE II

LE CHÈQUE BARRÉ

Le chèque barré n'a d'existence légale en France que depuis le 30 décembre 1911 ; son statut est donc assez récent et par suite il a été l'objet de moins de retouches que celui du chèque ouvert. Il n'a été modifié que par la loi du 26 janvier 1917.

Notre dessein n'est pas de faire un commentaire détaillé de la loi créatrice du chèque barré, mais seulement d'en donner les lignes essentielles. Il y a de cela deux raisons : tout d'abord, l'on a déjà beaucoup écrit sur cette loi et l'on serait contraint à des redites ; ensuite notre loi n'a pas d'originalité propre ; elle n'a guère fait que reproduire les dispositions de la législation anglaise.

Dans la loi du 30 décembre 1911, il était disposé que « le chèque traversé de deux barres parallèles ne peut être présenté au paiement que par un banquier ; il ne peut être tiré que sur un banquier ».

Ces deux règles se justifient par le double but qu'on poursuivait en légiférant en France sur le chèque barré.

• On voulait, d'une part, donner plus de sécurité au

chèque. Or l'obligation de faire présenter cette sorte de chèque par un banquier n'est qu'une garantie, mais assez sérieuse. On suppose, en effet, qu'un banquier ne touchera, en principe, de tels chèques que pour ses clients habituels. Par conséquent, si d'aventure ils étaient porteurs illégitimes, on pourrait aisément les retrouver ; que si un client occasionnel se présente avec un chèque barré, le banquier sera incité à une certaine défiance et prendra des précautions.

Tel est, en Angleterre, le but essentiel de la présentation par banquier et la France n'a pas entendu innover. La preuve en est dans le rapport Ratier au Sénat : « L'article 10 précise la responsabilité qu'encourrait le payeur d'un chèque barré *qui verserait les fonds à toute autre personne qu'au véritable propriétaire*. Cette précision a paru nécessaire à la Commission du Sénat. L'article 145 du Code de commerce stipule, en effet, que celui qui paie une lettre de change à son échéance et sans opposition est présumé valablement libéré. Une présomption légale le protège. Un pareil régime ne doit pas être appliqué au chèque barré....

Il est intervenu un jugement du Tribunal de commerce de la Seine qui, tenant compte des origines anglaises de notre loi et de ses travaux préparatoires, a reconnu que la présentation par banquier n'était pas une condition essentielle, si toutefois le chèque barré avait été payé à son véritable propriétaire,

« LE TRIBUNAL,

Attendu que d'Archemont expose en ses demandes et conclusions qu'à la date du 3 mars 1916, il a adressé à Galamp un chèque barré de la somme de 3.400 fr. tiré par lui sur la Banque Continentale de Paris et payable à l'ordre de Galamp ; que, d'après la loi du 30 décembre 1911, ce chèque aurait dû être présenté au paiement par un banquier ; que Galamp l'ayant fait encaisser par son huissier, Sédillon, ce paiement serait nul ; qu'en raison de cette irrégularité, le demandeur demande à ce Tribunal :

1° De dire et juger qu'en adressant ce chèque barré à Galamp, d'Archemont était en droit d'exiger que ce chèque fût encaissé par un banquier ;

2° De dire et juger que la Banque Continentale de Paris en payant ce chèque à un huissier sans qualité a commis une faute dont elle doit réparation à d'Archemont, conformément aux articles 1382 et 1383 du Code civil ;

3° De dire et de juger, en outre, que ledit paiement est nul et en violation de l'article 1^{er} de la loi du 30 décembre 1911 et que la Banque Continentale de Paris n'est pas libérée à l'égard d'Archemont....

Mais attendu que le chèque de 3.400 francs tiré par d'Archemont sur la Banque Continentale, le 3 mars 1916, et remis par lui à Galamp, a été encaissé par le bénéficiaire auquel d'Archemont l'avait remis....

Et attendu que la loi du 30 décembre 1911 n'a pas le sens et la portée que lui attribue d'Archemont ;

Qu'antérieurement à cette loi, celui qui payait un chèque, sans être saisi d'une opposition, était présumé valablement libéré, bien qu'il ne fût point assuré de l'identité du porteur ; *que ladite loi n'a eu pour but que d'anéantir cette présomption légale, en précisant la responsabilité qu'encourrait le payeur d'un chèque barré qui verserait les fonds à toute autre personne qu'au véritable propriétaire ; que le paiement du chèque litigieux ayant été fait à son véritable propriétaire, la société défenderesse n'a encouru aucune responsabilité en agissant comme elle l'a fait...* » (Trib. com. Seine, 26 janvier 1917, *Gaz. Pal.*, 27 février 1918).

Il est, d'ailleurs, d'expérience que toutes les banques paient immédiatement et directement les chèques barrés que leur remettent leurs clients, à condition que ces derniers aient un compte de titres ou d'espèces et qu'ils le demandent.

La présentation par banquier n'a donc qu'une raison d'être : donner au chèque plus de sécurité. Il s'agit tout simplement de défendre les véritables bénéficiaires contre la perte ou le vol de leur titre.

Quant à l'obligation de ne tirer que sur banquiers, elle répond à l'autre dessein que l'on poursuivait en créant en France le chèque barré, et qui était d'en faire essentiellement un instrument de compensation,

c'est-à-dire de paiement sans maniement d'espèces.

En Angleterre, chèques ordinaires et chèques barrés sont indifféremment des procédés de virements et de compensation. Le chèque barré n'a pas de supériorité à cet égard sur le chèque ouvert. Mais c'est que, chez nos voisins, les chèques, quels qu'ils soient, ne peuvent être tirés que sur des banquiers.

Or, les banques tendent à devenir de plus en plus des caissiers communs à tous ceux qui ont des maniements de fonds un peu constants et un peu fréquents à faire.

D'autre part, toutes ces banques sont plus ou moins en compte ; si bien qu'il y a de très grandes chances de compensation pour presque tous les chèques émis dès que la capacité passive est limitée aux banquiers.

Tels sont les deux motifs qui expliquent et justifient l'article 8 de notre loi sur les chèques : « Le chèque traversé de deux barres parallèles ne peut être présenté en paiement que par un banquier ; il ne peut être tiré que sur un banquier. »

Ces dispositions ont été légèrement modifiées par une loi du 26 janvier 1917, laquelle décide que « à l'égard des dispositions de la présente loi, les agents de change sont assimilés aux banquiers ».

Cette addition se justifie toute seule. D'abord, les agents de change offrent plus de garanties que bien des banquiers. Ils sont, en effet, titulaires d'une charge à laquelle il n'est pas aisé d'arriver. Il y faut des conditions de toutes sortes : morales, professionnelles et

pécuniaires. Il n'est pas à craindre qu'ils se prêtent à l'encaissement de chèques par des porteurs sans titre.

D'autre part, les agents de change sont les caissiers d'une foule de personnes, principalement dans les milieux riches. Ils sont, par suite, en situation de permettre et de faciliter les paiements par compensation.

Dans un moment où l'inflation fiduciaire est une cause de préoccupations et de gêne, l'extension de la capacité passive aux agents de change, déjà désirable en tout temps, s'imposait avec une force toute particulière.

Le législateur de 1917 a, dans le même dessein, diminuer les paiements en espèces, apporté une autre modification à la loi du 30 décembre 1914 : « Lors de la présentation d'un chèque à l'encaissement, l'addition sur le chèque de la domiciliation pour paiement, soit à la Banque de France, soit dans une banque ayant un compte à la Banque de France, ne donnera ouverture à aucun droit de timbre. Cette domiciliation ne pourra, au surplus, être faite contre la volonté du porteur, à moins que le chèque ne soit barré et que la domiciliation n'ait lieu à la Banque de France sur la même place. »

Cette disposition est assez complexe. Il importe, d'abord, d'en exposer la raison d'être et la signification générale. Dès que la loi du 30 décembre 1914 fut promulguée, la Chambre de compensation des banquiers de Paris se préoccupa des cas suivants : Un banquier

à qui l'on présenterait un chèque pourrait-il le domicilier chez un membre de la Chambre de compensation, en inscrivant la mention : « Accepté, payable à mon débit à telle banque, membre de la Chambre de compensation » ? L'Administration du Timbre, consultée, répondit par l'affirmative, mais en ajoutant qu'un droit de timbre supplémentaire serait dû.

Le *oui* de l'Administration du Timbre équivalait donc pratiquement à *non*. Le chèque est un acte rédigé sur timbre ; or, l'apposition de la formule de domiciliation constitue un nouvel acte et l'article 23 de la loi du 13 brumaire an VII porte : « Il ne pourra être fait ni expédié deux actes à la suite l'un de l'autre sur la même feuille de papier timbré, nonobstant tout usage ou règlement contraire. »

Il en résultait que la formule de domiciliation aurait donné ouverture à un nouveau droit de timbre. Cela équivalait à la prohiber.

Or, par suite de notre législation du chèque et des circonstances, elle était devenue du plus haut intérêt.

On a vu que par cela même que le chèque ouvert peut être tiré sur n'importe qui, il n'est qu'un assez médiocre instrument de compensation. Si l'on permettait de le domicilier, la situation se trouvait fortement améliorée, sans qu'on fût obligé de retoucher la loi de 1865 sur la question de la capacité passive ; d'où la disposition précitée de la loi du 26 janvier 1917, que l'on peut analyser brièvement, maintenant qu'on en connaît l'origine et la signification d'ensemble.

Elle distingue deux cas : pour les chèques ordinaires, l'addition de domiciliation ne pourra pas se faire contre la volonté du porteur. En voici le pourquoi : La domiciliation équivaut, en pratique, pour ce dernier, à renoncer au paiement en espèces de son chèque ; c'est une sorte d'acceptation de « mise en compte »

Or, il est des cas où le bénéficiaire d'un chèque ne peut accepter ce procédé de règlement, soit parce qu'il n'a pas lui-même de compte en banque, soit parce qu'il a besoin d'espèces, par exemple pour payer son personnel.

La domiciliation n'est admise que sur la Banque de France ou une banque ayant un compte à la Banque de France. Cette restriction s'explique parce que sans elle la domiciliation jouerait plus difficilement le rôle qu'on lui destine et qui est de faciliter les virements et compensations. La Banque de France est, en effet, le lieu par excellence de ces opérations. Il serait facile de le montrer en reproduisant les statistiques que l'on trouve dans les rapports annuels du Gouverneur à l'Assemblée des actionnaires. Voici les chiffres de 1918 : Le mouvement général des caisses, recettes et paiements, se répartit de la façon suivante :

Espèces	7.081.500.000 fr.
Billets.. . . .	156.405.200.000 —
Virements	427.562.800.000 —
Total	591.049.500.000 fr.

La part des virements atteint donc 72 0/0 (Rapport du Gouverneur à l'assemblée des actionnaires, 30 janvier 1919).

Pour ce qui est des chèques barrés, la domiciliation pourra être imposée au porteur à la condition qu'elle ait lieu à la Banque de France et sur la même place. Le législateur de 1917 a tenu compte de ce fait que, en France du moins, le chèque barré est plus spécialement un instrument de compensation que le chèque ouvert, mais il n'a pas voulu, toutefois, imposer trop de gêne au porteur ; d'où la domiciliation sur place seulement.

Théoriquement la loi du 26 janvier 1917 est intéressante, mais il ne paraît pas que dans la pratique, le procédé de la domiciliation soit sérieusement répandu.

Il nous semble qu'il ne devrait constituer qu'une étape vers la restriction du tirage sur maisons de banque et analogues, seule mesure qui permettra de faire du chèque ouvert un procédé de compensation. Il est vrai que le chèque barré avait été en partie institué pour suppléer le chèque ouvert dans ce rôle ; mais malheureusement, il ne s'est pas suffisamment généralisé.

Il est une autre variété de chèque — de création toute récente et pourtant déjà retouchée, — qu'on ne saurait passer sous silence ; nous voulons parler du chèque postal.

CHAPITRE III

LE CHÈQUE POSTAL

Il date de la loi du 7 janvier 1918 portant création d'un service de comptes-courants et de chèques postaux. Cette loi, assez courte, a été mise au point et rendue pratique, si l'on peut dire, par un décret du 7 janvier 1918 portant réglementation du fonctionnement du service des comptes courants et des chèques postaux. Elle a déjà été modifiée sur plusieurs points par une loi du 28 juillet 1919.

La loi créatrice du chèque postal, encore qu'elle n'ait guère plus de deux ans d'existence, a déjà fait l'objet de nombreux commentaires. On a tout d'abord montré que la France n'avait point été à l'avant-garde, loin de là, en matière de chèque postal, cette sorte de chèque fonctionnant depuis longtemps dans d'autres pays : Autriche 1884 ; Suisse 1905 ; Japon 1906 ; Allemagne 1908, etc....

En France, l'élaboration de la loi du 7 janvier 1918 fut très longue, pour diverses raisons dont la plus essentielle paraît avoir été une certaine hostilité des milieux financiers. On mettait en avant que c'était s'engager dans la voie de l'étatisme dans une sphère

particulièrement délicate. La poste n'arrivait pas à un bon rendement dans ses propres services ; n'était-il pas inopportun et imprudent de vouloir la charger encore d'une besogne à laquelle elle n'était pas préparée.

Peut-être n'était-ce là que des prétextes spécieux et, dans le fond, redoutait-on la concurrence qui en résulterait pour les banques. Il ne semble pas, d'ailleurs, que cette hostilité se soit maintenue, puisque les établissements de crédit lancent aujourd'hui des circulaires dans leur clientèle pour recommander l'usage des chèques postaux.

Néanmoins, l'on serait peut-être fondé à prétendre que la loi du 7 janvier 1918 porte la trace de ces préoccupations et que c'est là ce qui explique ses complications, ses lacunes, et qu'elle ait dû être si rapidement retouchée.

La loi du 7 janvier 1918 et le décret du même jour étaient d'un maniement décourageant, parce que vraiment trop touffus. Le chèque postal n'était un chèque que de nom. Le législateur le déclarait lui-même hautement : « Le chèque postal n'est pas soumis à la loi du 14 juin 1865 et autres dispositions concernant le chèque ordinaire » (art. 6).

Cet article n'a pas disparu ; mais, depuis la loi du 28 juillet 1919, le chèque postal s'est un peu rapproché du chèque ordinaire.... Ceci apparaît quand on compare les deux textes relatifs aux procédés d'alimentation et de débit des comptes postaux. Voici tout d'abord

comment s'exprime la loi du 7 janvier : « Sont portés au crédit des comptes courants les versements effectués soit par les titulaires, à leur propre compte, soit par des tiers, et le montant des virements ordonnés par les titulaires d'autres comptes courants postaux. Sont portés au débit des comptes courants postaux les sommes qui font l'objet de la part des titulaires : »

1° de chèques nominatifs, payables à leur profit ; 2° de chèques dont le montant est payable à des personnes dénommées autres que les titulaires de ces comptes et 3° de chèques ou autres ordres de virement au profit d'autres titulaires de comptes courants postaux (art. 4).

Les versements faits par des tiers sont opérés au moyen de mandats-cartes et soumis au paiement par la partie versante des droits ordinaires applicables à ces mandats, la taxe de factage exceptée.

Les chèques payables à des personnes dénommées sont convertis en mandats-cartes assujettis aux droits ordinaires, la taxe de factage exceptée. Ces droits sont à la charge du titulaire de comptes courants et portés au débit de leur compte. Les versements effectués directement par les titulaires sur leurs propres comptes et au bureau de poste de leur domicile exclusivement ; les retraits opérés au moyen de chèques nominatifs émis par les titulaires, à leur profit, et les virements, donnent lieu à la perception d'une taxe fixe d'écriture de 10 centimes pour chaque opération. Cette taxe est prélevée sur le compte crédité, dans le premier cas, et sur le compte débité dans les deux autres cas. »

De ce texte si touffu, se dégagent les conclusions essentielles que voici : Le chèque postal est envoyé par le tireur au bureau des chèques où il donne lieu à l'une des opérations suivantes, selon les cas : virements, émission de mandats-cartes, crédit ou débit du compte du titulaire. Virements, lorsqu'il s'agit d'un tireur et d'un bénéficiaire ayant tous deux un compte postal. Mandats-cartes, lorsque le bénéficiaire n'est pas en compte avec la poste. Crédit ou débit lorsque le tireur opère pour lui-même et dans le bureau où il a son compte. Dans ce dernier cas seulement le chèque postal se rapproche un peu du chèque ordinaire et est passible des mêmes droits, 0 fr. 10. Dans les autres hypothèses, les chèques postaux ne sont que de simples formules servant aux titulaires pour les ordres donnés aux bureaux de chèques, en vue de prélèvements dont le montant sera converti en mandats-cartes ou inscrit sur des bordereaux de virement » (Le chèque postal, par Jean Bolgert. *Revue d'Economie politique*, septembre-octobre-novembre-décembre 1918, p. 509).

En résumé, sauf dans le cas où le titulaire du compte opère pour lui-même et à son propre comptoir, il y a une double série de formalités : le chèque lancé par le tireur ne va point au bénéficiaire, mais au bureau de poste qui émet, en contre-partie, un mandat-carte pour le bénéficiaire.

Nous avons ajouté que la loi du 7 janvier 1918, en outre de sa complexité, contenait des lacunes rendant

impossible le développement du chèque postal. Elle ne reconnaît que le chèque nominatif tiré au profit du titulaire du compte ou d'un tiers ; comme l'endossement n'est pas admis, il en résulte que le chèque postal ne peut pas circuler de main en main et que, par suite, il ne peut pas jouer le rôle auquel on le destinait et qui était d'économiser la monnaie.

La loi du 28 juillet 1919 a apporté certaines modifications à la loi du 7 janvier 1918.

« Les articles 4 et 5 de la loi du 7 janvier 1918 portant création d'un service de comptes courants et de chèques postaux sont modifiés ainsi qu'il suit :

ART. 4. — Sont portés au crédit des comptes courants les versements effectués, soit par les titulaires à leur propre compte, soit par des tiers et le montant des virements ordonnés par les titulaires d'autres comptes courants postaux..... Sont portées au débit des comptes courants postaux les sommes qui font l'objet de la part des titulaires :

1° de chèques nominatifs payables à leur profit ;

2° de chèques au porteur ;

3° de chèques dont le montant est payable à des personnes dénommées autres que les titulaires de comptes, et 4° de chèques ou d'ordres de virements au profit d'autres titulaires de comptes courants postaux.

ART. 5. — Les versements sur les comptes courants postaux sont opérés au moyen de formules de mandats

et soumis au paiement, par la partie versante, d'un droit fixe de 15 centimes pour chaque opération.

Les chèques payables au porteur ou à des personnes dénommées sont assujettis aux droits ordinaires des mandats-cartes, la taxe de factage exceptée.

Les virements donnent lieu à la perception d'une taxe fixe d'écritures de 10 centimes..... Ces droits et taxes indiqués aux 2^e, 3^e et 4^e alinéas du présent article sont à la charge des titulaires des comptes courants et prélevés sur le compte débité. »

L'innovation essentielle de la loi du 25 juillet 1919, c'est qu'elle admet le chèque au porteur et par suite, le chèque postal passe désormais des mains du tireur dans celles du bénéficiaire qui se fait payer à la poste. A cet égard, il présente une ressemblance de plus en plus grande avec le chèque ordinaire.

D'autre part, les droits ont été sensiblement réduits et il ne serait plus exact de dire, comme le faisait M. Bolgert dans l'article précité, que : « à partir d'un montant de 100 francs, le système des chèques postaux est plus coûteux pour le public que l'envoi d'une lettre chargée ».

Enfin, la prescription a été abrégée ; dans la loi du 7 janvier 1918, il était stipulé que « aucune réclamation ne sera admise concernant les opérations ayant plus de trois ans de date » ; dans la loi du 28 juillet 1919, il est dit : « qu'aucune réclamation ne sera admise concernant les opérations ayant plus d'un an de date ».

Cette disposition est intéressante, car elle est de nature à alléger la comptabilité d'un service qui, à mesure qu'il se développera, risquera d'être surchargé.

Notre système de chèque postal est encore trop compliqué. Il y aurait un immense intérêt à lui appliquer, de plus en plus, les règles du chèque ordinaire. C'est qu'en effet, à l'étranger, le chèque postal est, en général, modelé sur le chèque ordinaire. La France fait, si l'on peut dire, cavalier seul, ce qui rend difficile la réalisation pratique d'une idée fort intéressante et qui consisterait à internationaliser cette sorte de chèque.

Dans un discours à la Chambre des députés (12 mars 1919), M. Amiard soulignait avec bonheur que cette idée était dans la logique des choses « dès qu'une administration postale a mis au service du public une organisation de comptes courants et de chèques postaux dont les opérations peuvent être faites au profit de l'ensemble de la population, même de celle qui est la plus éloignée du centre des affaires. L'idée se présente naturellement à l'esprit qu'il n'y a pas de raison pour limiter ces opérations au régime intérieur et que ce qui se fait dans un même pays peut également être réalisé de nation à nation.... »

Théoriquement, cela ne fait pas de doute. Dans la pratique même, l'on ne voit pas pourquoi la chose serait impossible.... On est bien arrivé à des ententes internationales en matière de postes, télégraphes, télé-

phones, de chemins de fer, bref de voies de communication de toutes sortes. Ce qui a pu se faire dans ces divers domaines, doit aussi pouvoir se faire en matière de chèque postal.

La Chambre des députés l'a compris et à la séance du 15 avril 1919 « a invité le Gouvernement à engager les pourparlers nécessaires avec les pays alliés ou neutres, en vue de l'établissement d'un régime de virements et de chèques postaux internationaux qui commencerait à fonctionner aussitôt après la signature de la paix ».

Cette institution d'un chèque postal international serait d'une haute importance, car quelle est l'administration qui dispose d'autant de guichets que celle des postes ? Ses bureaux se rencontrent partout, même dans les villages presque infimes, et cela non pas seulement en France, mais aussi dans les autres pays ; quelles facilités dès lors pour les règlements et quelle économie de numéraire, si ces divers Etats pouvaient s'entendre sur un chèque postal uniforme ?

Les idées sont des forces, comme l'enseignent les philosophes, surtout quand elles répondent à des besoins pratiques. Il est alors difficile de leur barrer le chemin. Nous croyons que, sous une forme ou une autre, il se créera un chèque international, parce que la nécessité s'en fera de plus en plus sentir, les relations économiques se multipliant de pays à pays, et le chèque étant, par excellence, le mode de règlement des civilisations financièrement avancées.

CONCLUSIONS

Les efforts du législateur se sont donc pendant ces dernières années développés dans diverses directions qu'il importe de grouper ici, afin d'en avoir une vue d'ensemble.

Il a, tout d'abord, essayé d'augmenter la sécurité du chèque ordinaire. C'est la signification de la loi du 2 août 1917, dont les dispositions essentielles sont les suivantes :

1° Le chèque dont la provision est insuffisante est valable jusqu'à concurrence de la provision existante. C'est là une innovation des plus heureuses. Désormais la jurisprudence ne pourra plus prononcer la nullité intégrale de chèques non entièrement provisionnés ; le porteur d'un de ces chèques sera payé jusqu'à concurrence ; cette disposition est évidemment de nature à accroître grandement la confiance du public dans le chèque. On ne reverra plus des arrêts de la Cour de cassation du genre de celui qu'elle rendit le 15 mars 1906 et que nous avons déjà cité. Il s'agissait du cas suivant : Un sieur Gueydon, agent de change à Marseille, avait émis un chèque de 6.000 francs sur Benoist, Gorgue et Cie, banquiers à Paris, à l'ordre de la Société Marseillaise de Crédit Industriel et Commercial.

A l'échéance, le 19 juillet, *les tirés refusèrent de payer pour le motif qu'ils n'étaient détenteurs que d'une somme de 5.711 fr. 50 au crédit du tireur.*

Or, il arriva que Gueydon fut déclaré en faillite le jour même. Sur réquisition du syndic, Benoist, Gorgue et Cie versèrent à la masse de la faillite les 5.711 fr. 50.

La Société Marseillaise les revendiqua vainement, la Cour de cassation ayant décidé que « la nullité existe en cas d'insuffisance comme en cas d'absence de provision ».

Aujourd'hui la Société Marseillaise n'aurait même pas de procès à faire, elle encaisserait à présentation les 5.711 fr. 50.

On saisit ici sur le vif l'intérêt de la disposition de la loi du 2 août 1917 ainsi conçue : « Si la provision est inférieure au montant du chèque, celui ci produit tous les effets attachés au chèque régulier, jusqu'à concurrence de ladite provision. »

2° Toujours dans le même dessein : augmenter la sécurité du chèque, la loi du 2 août 1917 a sanctionné, d'une façon plus efficace qu'elle ne l'était avant, l'émission d'un chèque sans provision :

« Celui qui a, de mauvaise foi, émis un chèque sans provision préalable et disponible ou qui a retiré après émission tout ou partie de la provision, est passible d'une peine d'emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende qui ne pourra excéder le double de la valeur nominale du chèque, ni être inférieure au quart de cette valeur. »

Désormais, le tireur d'un chèque sans provision ou avec provision insuffisante court des risques sérieux.

Le Tribunal n'a plus, en effet, qu'à constater un fait matériel facile à vérifier : existence ou non-existence de la provision, et à se poser la question de bonne foi, tandis qu'antérieurement, la peine ne jouait que s'il y avait « escroquerie ».

Or les éléments du délit d'escroquerie sont assez complexes et dès que l'un manque, la pénalité n'est pas applicable. Il a été jugé, par exemple, que des allégations mensongères, isolées de tout acte extérieur, de tout fait matériel, de toute machination ou mise en scène, ne sont point des manœuvres et par conséquent sont insuffisantes pour caractériser le délit d'escroquerie (Cass., 26 novembre 1891, D. P. 92.1.252 ; Cass., 4 février 1898, D. P. 99.1.584, etc..., etc...).

Il a été, également, jugé que « le seul fait de présenter à l'escompte des traites pour lesquelles il n'existe pas de provision ou une provision insuffisante entre les mains du tiré, ne suffit pas à constituer le délit d'escroquerie » (Paris, 17 mai 1888, D. P. 89.2.95). Bref, un homme habile ne tombe pas souvent sous le coup des peines de l'escroquerie ; il y a trop d'échappatoires à sa disposition.

La répression de l'émission d'un chèque non provisionné était donc bien aléatoire avant la loi du 2 août 1917, depuis elle est une quasi-certitude.

Or ce n'est pas un mince résultat que celui de rendre

plus sûre la bonne fin d'un chèque. C'est une des conditions de développement de cet instrument de paiement. Ce n'est pas la seule assurément. Il faut, en outre, que l'éducation financière du pays soit assez avancée et que les comptes en banque soient d'un usage courant.

Le chèque ne peut jouer son rôle que dans un certain cadre ; c'est un procédé qui ne peut fonctionner que dans un certain milieu, le milieu n'existe que là où les banques de dépôt sont nombreuses et leur clientèle importante. L'exemple de l'Angleterre et des Etats-Unis est probant à cet égard.

En France, même si par un coup de baguette magique, le chèque n'exposait plus à aucun risque celui qui le reçoit, sa diffusion rencontrerait encore des obstacles dans ce fait que les comptes en banque sont moins nombreux que dans les pays anglo-saxons.

Mais ce ne serait plus qu'une question de temps. On l'a souvent remarqué, les Français sont très timorés dès qu'il s'agit d'argent. Toute mesure qui tend à accroître la sécurité du chèque constitue donc un progrès et c'est pourquoi la loi du 2 août 1917 doit être pleinement approuvée. Il n'est pas douteux que désormais l'on recevra plus volontiers un chèque qu'autrefois. Elle a fait disparaître, ou peu s'en faut, l'un des dangers principaux qui menaçaient le bénéficiaire.

Ce n'est pas tout : par une deuxième catégorie de dispositions, le législateur a essayé dans ces derniers temps

d'accentuer le caractère d'instrument de compensation du chèque barré, et accessoirement du chèque ordinaire. C'est l'objet propre de la loi du 26 janvier 1917, qui, d'une part, a assimilé les agents de change aux banquiers et de l'autre a permis, sous certaines conditions, la domiciliation.

Il y avait, et il y a plus que jamais, un intérêt capital à réduire, par tous les moyens, la circulation des monnaies métalliques et surtout des billets de la Banque de France. L'inflation fiduciaire est, en effet, une des causes les plus effectives de la hausse exorbitante des prix et de la baisse de notre change.

Il s'est trouvé, soit dans la Presse, soit même à la tribune de la Chambre des députés, des personnalités pour le contester.

Mais il ne semble pas qu'elles aient été heureusement inspirées, ni surtout qu'elles aient apporté des arguments décisifs.

Ce n'est pas à dire que la théorie quantitative de la monnaie soit absolument exacte : sa vérité est relative et approximative. Ce serait sortir du cadre de cette étude que d'en fournir ici la démonstration, mais l'on peut rappeler, à tout le moins, que des courbes ont été dressées à propos des divers pays belligérants et neutres (courbes de l'émission des billets, de la hausse des prix et de la baisse des changes) et que ces courbes concordent dans leurs lignes générales.

Le législateur de 1917 a donc eu une conception

juste de la situation, en s'efforçant de faire de plus en plus du chèque, surtout du chèque barré, un procédé de virements et de compensation.

Il n'a peut-être pas réussi autant qu'on pouvait l'espérer parce que le chèque barré n'a pas beaucoup pénétré dans les usages ; il n'en reste pas moins que la voie dans laquelle il s'est engagé est la bonne.

Malheureusement, il s'est arrêté à mi-chemin, en même temps que la domiciliation, il eût dû permettre la certification qui fonctionne aux Etats-Unis avec un plein succès.

Du même coup, la sécurité du chèque fût devenue complète, on l'eût accepté à l'égal des billets de banque.

Qu'est-ce, en effet, qu'un chèque certifié ? C'est un chèque dont la bonne fin est assurée, puisque, à côté de la signature du tireur, souvent discutable, il y a celle d'un établissement de crédit qui, généralement, offre toute garantie.

Si la certification avait été admise, le chèque se fût substitué au billet de banque dans les règlements entre particuliers, ce qui eût diminué d'autant la circulation de ce dernier.

Cette circulation serait certes restée importante, par suite des Emprunts de l'Etat à la Banque de France ; mais, enfin, elle eût été allégée. Le sacrifice fait sur le timbre eût été et au delà compensé.

Dans le même dessein, le législateur a enfin créé et déjà retouché le chèque postal. C'est un instrument

dont l'avenir et l'utilité pourraient être immenses, mais il faudrait qu'il soit simplifié et rendu pratique et enfin internationalisé.

Bien organisé, ce chèque serait le procédé de règlement adéquat aux nécessités des affaires, telles qu'elles se pratiquent aujourd'hui. On l'a souvent observé, en effet, le marché n'est plus local, ni même national ; il est mondial. Il a besoin d'un instrument de règlement également mondial.

ANNEXES

LOIS ET DÉCRETS SUR LE CHÈQUE

Loi du 14 juin 1865

Règlementant l'usage du chèque.

Art. 1^{er}. — Le chèque est l'écrit qui, sous la forme d'un mandat de paiement, sert au tireur à effectuer le retrait à son profit ou au profit d'un tiers, de tout ou partie de fonds portés au crédit de son compte chez le tiré, et disponibles.

Il est signé par le tireur et porte la date du jour où il est tiré. Il ne peut être tiré qu'à vue. Il peut être souscrit au porteur ou au profit d'une personne dénommée. Il peut être souscrit à ordre et transmis même par voie d'endossement en blanc.

Art. 2. — Le chèque ne peut être tiré que sur un tiers ayant provision préalable ; il est payable à présentation.

Art. 3. — Le chèque peut être tiré d'un lieu sur un autre ou sur la même place.

Art. 4. — L'émission d'un chèque, même lorsqu'il est tiré d'un lieu sur un autre, ne constitue pas, par sa nature, un acte de commerce. Toutefois, les dispositions du Code de commerce relatives à la garantie solidaire du tireur et des endosseurs, au protêt et à l'exercice de l'action en garantie, en matière de lettres de change, sont applicables aux chèques.

Art. 5. — Le porteur d'un chèque doit en réclamer le paiement dans le délai de cinq jours, y compris le jour de la date, si le chèque est tiré de la place sur laquelle il est payable, et dans le délai de 8 jours, y compris le jour de la date, s'il est tiré d'un autre lieu.

Le porteur d'un chèque qui n'en réclame pas le paiement dans les délais ci-dessus perd son recours contre les endosseurs ; il perd aussi son recours contre le tireur, si la provision a péri par le fait du tiré, après lesdits délais.

Art. 6. — Le tireur qui émet un chèque sans date ou qui le revêt d'une fausse date est puni d'une amende égale à 6 0/0 de la somme pour laquelle le chèque est tiré.

L'émission d'un chèque sans provision préalable est passible de la même amende, sans préjudice de l'application des lois pénales, s'il y a lieu.

Les chèques sont exempts de tout droit de timbre pendant dix ans, à dater de la promulgation de la présente loi.

Loi du 19 février 1874

*Portant augmentation des droits d'enregistrement
et de timbre.*

Art. 5. — Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article 1^{er} de la loi du 14 juin 1865 : Le chèque indique le lieu d'où il est émis. La date du jour où il est tiré est inscrite en toutes lettres et de la main de celui qui a écrit le chèque. Le chèque, même au porteur, est acquitté par celui qui le touche ; l'acquit est daté. Toutes stipulations entre le tireur, le bénéficiaire ou le tiré, ayant pour objet de rendre le chèque payable autrement qu'à vue et à première réquisition, sont nulles de plein droit.

Art. 6. — L'article 6 de la loi du 14 juin 1865 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

Le tireur qui émet un chèque sans date, ou non daté en toutes lettres, s'il s'agit d'un chèque de place à place ; celui qui revêt un chèque d'une fausse date ou d'une fausse énonciation du lieu d'où il est tiré, est passible d'une amende de 6 0/0 de la somme pour laquelle le chèque est tiré, sans que cette amende puisse être inférieure à 100 fr. La même amende est due personnellement et sans recours, par le premier endosseur ou le porteur d'un chèque sans date ou non daté en toutes lettres, s'il est tiré de place à place, ou portant une date postérieure à l'époque à laquelle il est endossé ou présenté. Cette amende est due, en outre, par celui qui paye ou reçoit en compensation un chèque sans date ou irrégulièrement daté, ou présenté au paiement avant la date d'émission. Celui qui émet un chèque sans provision préalable et disponible est passible de la même amende, sans préjudice des peines correctionnelles, s'il y a lieu.

Art. 7. — Celui qui paye un chèque sans exiger qu'il soit acquitté est passible personnellement et sans recours d'une amende de 50 francs.

Art. 8. — Les chèques de place à place sont assujettis à un droit de timbre fixe de 20 centimes. Les chèques sur place continueront à être timbrés à 10 centimes. Sont applicables aux chèques de place à place non timbrés, conformément au présent article, les dispositions pénales des articles 4, 5, 6, 7, 8 de la loi du 5 juin 1850. Le droit de timbre additionnel peut être acquitté au moyen d'un timbre mobile de 10 centimes.

Art. 9. — Toutes les dispositions législatives relatives aux chèques tirés de France sont applicables aux chèques tirés hors de France et payables en France.

Les chèques pourront, avant tout endossement en France, être timbrés avec des timbres mobiles.

Si le chèque tiré hors de France n'a pas été timbré, conformément aux dispositions ci-dessus, le bénéficiaire, le premier endosseur, le porteur ou le tiré sont tenus, sous peine de l'amende de 6 0 0, de le faire timbrer aux droits fixés par l'article précédent avant tout usage en France.

Si le chèque tiré hors de France n'est pas souscrit conformément aux prescriptions de l'article 1^{er} de la loi du 14 juin 1865 et de l'article 5 ci-dessus, il est assujetti aux droits de timbre des effets de commerce. Dans ce cas, le bénéficiaire, le premier endosseur, le porteur ou le tiré sont tenus de le faire timbrer avant tout usage en France sous peine d'une amende de 6 0/0.

Toutes les parties sont solidaires pour le recouvrement des droits et amendes.

Loi du 30 décembre 1911

Réglementant l'usage du chèque barré.

Art. 1^{er}. — La loi du 14 juin 1865 est complétée par les dispositions suivantes :

« Art. 8. — Le chèque traversé de deux barres parallèles ne peut être présenté au paiement que par un banquier; il ne peut être tiré que sur un banquier.

« Le barrement peut être effectué par le tireur ou par un porteur. »

« Art. 9. — Le barrement peut être général ou spécial.

« Le barrement est général, s'il ne porte entre les deux barres aucune désignation ou seulement la mention : « et Compagnie » ; il est spécial, si le nom d'un banquier est inscrit entre les deux barres.

« Le barrement général peut être transformé en barrement spécial.

« Le chèque à barrement spécial ne peut être présenté au paiement que par le banquier désigné. Toutefois, si celui-ci n'opère pas l'encaissement lui-même, il peut se substituer un autre banquier.

« Il est interdit au porteur d'effacer le barrement ainsi que le nom du banquier désigné. »

Art. 10. — Le tiré qui paie le chèque barré à une personne autre qu'un banquier, si le barrement est général, ou à une personne autre que le banquier désigné, si le barrement est spécial, n'est pas libéré. »

Art. 2. — Le paragraphe 2 de l'article 5 de la loi du 19 février 1874 est complété par la disposition suivante :

« Toutefois, en ce qui concerne les chèques remis par un banquier à une chambre de compensation, il suffira d'apposer sur le chèque un simple cachet à date avec la mention : « Compensé ».

Loi du 26 janvier 1917***Concernant les agents de change et les
domiciliations de paiement.***

Article unique -- La loi du 14 juin 1865 modifiée par la loi du 30 décembre 1911 est complétée par les dispositions suivantes :

« L'article 8 est complété comme suit :

« A l'égard des dispositions de la présente loi, les agents de change sont assimilés aux banquiers. »

« Art. 11. — Lors de la présentation d'un chèque à l'encaissement, l'addition sur le chèque de la domiciliation pour paiement, soit à la Banque de France, soit dans une banque ayant un compte à la Banque de France, ne donnera ouverture à aucun droit de timbre...

« Cette domiciliation ne pourra, au surplus, être faite contre la volonté du porteur, à moins que le chèque ne soit barré et que la domiciliation n'ait lieu à la Banque de France sur la même place. »

Loi du 2 août 1917

Complétant les précédentes sur la législation du chèque.

Art. 1^{er}. — L'article 2 de la loi du 14 juin 1865 est complété par la disposition suivante : « Si la provision est inférieure au montant du chèque, celui-ci produit tous les effets attachés au chèque régulier jusqu'à concurrence de ladite provision. »

Art. 2. — Le dernier alinéa de l'article 6 de la loi du 19 février 1874, modifiant la loi du 14 juin 1865, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Celui qui émet un chèque sans provision préalable et disponible est passible de la même amende. »

« Si la provision est inférieure au montant du chèque, l'amende ne porte que sur la différence entre le montant de la provision et le montant du chèque. »

« Celui qui a, de mauvaise foi, émis un chèque sans provision préalable et disponible, ou qui a retiré après l'émission tout ou partie de la provision, est passible d'une peine d'emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende qui ne pourra excéder le double de la valeur nominale du chèque, ni être inférieure au quart de cette valeur. L'article 463 du Code pénal est applicable au présent délit. »

Loi du 7 janvier 1918*Portant création d'un service de comptes courants
et de chèques postaux.*

Art. 1^{er}. — Il est institué, sous l'autorité du Ministre du Commerce, des Postes et des Télégraphes, un service de comptes courants et de chèques postaux dont la gestion est confiée à l'Administration des Postes et des Télégraphes.

Art. 2. — Le service organisé et dirigé par l'Administration centrale des Postes et des Télégraphes est assuré par des bureaux régionaux qui ont pour fonctions de tenir les comptes courants de chèques postaux.

Les bureaux régionaux sont établis dans les villes désignées par décret.

Art. 3. — Peuvent se faire ouvrir des comptes courants toute personne, association, société, maison de commerce et tout groupement de fait ou de droit dont la demande a été agréée par l'Administration.

Les personnes et les collectivités désignées à l'alinéa précédent, qui ont été admises à se faire ouvrir des comptes courants, effectuent un dépôt de garantie dont le montant est fixé par le décret prévu à l'article 9.

Des décrets spéciaux déterminent dans quelles conditions des comptes peuvent être ouverts à l'Etat, aux personnes morales administratives et aux services publics.

Art. 4. — Sont portés au crédit des comptes courants, les versements effectués soit par les titulaires à leur propre compte, soit par des tiers, et le montant des virements ordonnés par les titulaires d'autres comptes courants postaux.

Sont portées au débit des comptes courants postaux, les sommes qui font l'objet de la part des titulaires :

1° de chèques nominatifs payables à leur profit ; 2° de chèques dont le montant est payable à des personnes dénommées autres que les titulaires de ces comptes, et

3° de chèques ou d'ordres de virement au profit d'autres titulaires de comptes courants postaux.

Art. 5. — Les versements faits par des tiers sont opérés au moyen de mandats-cartes et soumis au paiement par la partie versante des droits ordinaires applicables à ces mandats, la taxe de factage exceptée.

Les chèques payables à des personnes dénommées sont convertis en mandats-cartes assujettis aux droits ordinaires, la taxe de factage exceptée. Ces droits sont à la charge des titulaires de comptes courants au débit de leur compte.

Les versements effectués directement par les titulaires sur leurs propres comptes et au bureau de poste de leur domicile exclusivement, les retraits opérés au moyen de chèques nominatifs émis par les titulaires à leur profit, et les virements donnent lieu à la perception d'une taxe fixe d'écriture de dix centimes (10 centimes) pour chaque opération.

Cette taxe est prélevée sur le compte crédité dans le premier cas, et sur le compte débité dans les deux autres cas.

Art. 6. — Le chèque postal n'est pas soumis à la loi du 14 juin 1865 et autres dispositions concernant le chèque ordinaire.

Art. 7. — L'Administration sera responsable des sommes qu'elle aura reçues pour être portées au crédit des comptes courants ; elle ne sera pas responsable des retards qui pourront se produire dans l'exécution du service.

Aucune réclamation ne sera admise concernant les opérations ayant plus de trois ans de date.

En cas de changement dans la condition civile ou la situation légale du titulaire d'un compte courant, avis devra en être donné au bureau détenteur de ce compte.

L'Administration ne pourra être tenue responsable des conséquences pouvant résulter des modifications qui ne lui auraient pas été notifiées.

Art. 8. — Sera acquis au Trésor public le solde de tout

compte courant postal sur lequel aucune opération n'aura été faite depuis 10 ans.

Art. 10. — Les conditions dans lesquelles fonctionnera le service des comptes courants et chèques postaux, les redevances pour prestations diverses, ainsi que les mesures d'ordre général destinées à assurer l'exécution de la présente loi, seront déterminées dans le délai maximum de deux mois, par un décret rendu sur le rapport du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la marine marchande et sur celui du Ministre des Finances.

Décret du 7 janvier 1918

*Portant réglementation du fonctionnement du service
des comptes courants et des chèques postaux.*

TITRE I^{er}. — Dispositions générales.

Art. 1^{er}. — Le service des comptes courants et chèques postaux, créé par la loi du 7 janvier 1918, est rattaché au Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande et prend le titre de : « Service des chèques postaux ».

Art. 2. — Tous les bureaux de poste de plein exercice de la France continentale, de la Corse et de la Principauté de Monaco participent aux opérations du service des chèques postaux.

Les établissements secondaires des postes et les bureaux situés en dehors de la métropole peuvent également participer à ces opérations, dans les conditions et les limites fixées par arrêtés du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande.

Art. 3. — Les receveurs des postes encaissent les sommes versées au crédit des comptes courants postaux et ils effectuent les paiements préalablement autorisés par les bureaux détenteurs des comptes courants.

Art. 4. — Les comptes courants individuels sont tenus par des bureaux spéciaux, dits « Bureaux de chèques postaux ».

Des décrets rendus sur le rapport du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, des Transports maritimes et de la Marine marchande, désignent les villes où sont institués des bureaux de chèques postaux.

TITRE II. — Ouverture des comptes courants.

Art. 5. — Une même personne peut demander l'ouverture de plusieurs comptes courants dans un même bureau de chèques ou dans des bureaux différents.

Art. 6. — La demande d'ouverture de compte doit être déposée ou envoyée au bureau de poste de la résidence du signataire ; elle peut être aussi remise entre les mains d'un facteur en cours de tournée. La demande formulée par une personne domiciliée hors du territoire de la France continentale, de la Corse ou de la Principauté de Monaco, est adressée au directeur du département dans lequel est situé le bureau de chèques où le compte demandé doit être ouvert.

Toute demande doit mentionner les nom, prénoms, ou la raison sociale du signataire, son adresse, sa profession, le bureau de chèques où doit être tenu le compte dont l'ouverture est demandée, et, s'il y a lieu, l'indication de la personne ou des personnes autres que le titulaire du compte, autorisées par lui à signer les chèques tirés au débit de son compte.

Une demande distincte doit être présentée pour chacun des comptes à ouvrir au nom d'une même personne.

En outre, il doit être produit pour être mis à l'appui des demandes un spécimen de la signature habituelle du titulaire du compte courant et de ses représentants autorisés.

Les indications fournies à l'origine sont considérées comme valables jusqu'au moment où leur modification a été demandée par les intéressés. L'Administration est en droit de requérir, en cas de besoin, un nouveau spécimen des signatures produites lors de l'ouverture des comptes.

Art. 7. — L'Administration examine la demande d'ouverture du compte, notamment au point de vue de l'exactitude des déclarations du signataire. Elle en notifie l'acceptation au demandeur en même temps que le numéro d'ordre du compte courant.

Dès réception de cet avis, le titulaire doit effectuer dans les conditions indiquées ci après, pour les versements au crédit des comptes, un dépôt de garantie fixé à 50 francs par compte. Ce dépôt de garantie est indisponible pour le titulaire du compte courant jusqu'à la clôture de ce compte.

A défaut de versement du dépôt de garantie dans le délai d'un mois à dater de la notification faite au signataire, la demande d'ouverture de compte courant est considérée comme nulle et non avenue.

Art. 8. — L'Administration publie une liste des titulaires de comptes courants. Cette liste est livrée à toute personne qui en fait la demande, aux conditions fixées par un arrêté ministériel et déterminées d'après le prix de revient ; elle peut être consultée gratuitement par le public dans tous les bureaux de poste.

TITRE III. — Crédit des comptes courants.

Art. 9. — Les comptes courants sont crédités :

1^o Du montant des versements effectués, soit par le titulaire, soit par des tiers à son profit ;

2^o Du montant des virements ordonnés au profit du titulaire de comptes courants postaux.

Aucune limite n'est fixée pour l'actif des comptes courants.

Art. 10. — Les versements en numéraire sont acceptés dans tous les bureaux de poste participant au service des chèques postaux ; ils sont effectués au moyen de mandats-cartes.

Aucune limite n'est fixée pour le montant des versements opérés dans les bureaux de plein exercice de la métropole.

Lorsque le titulaire effectue des versements sur son compte courant, dans un bureau de poste autre que celui de son domicile, il ne bénéficie pas de la taxe spéciale prévue à l'article 5 (3^e alinéa) de la loi du 7 janvier 1918.

Art. 11. — Les facteurs qui desservent les localités ne possédant pas de bureau de poste ou des sections écartées de la commune siège du bureau, sont tenus de recevoir, en cours de tournée, dans les conditions et les limites fixées par l'Administration, les versements destinés aux titulaires de comptes courants. Ils perçoivent à leur profit, pour ces opérations, un droit de commission égal à celui qu'ils sont autorisés à recevoir pour les autres opérations du service postal.

Art. 12. — Des mandats cartes en nombre, portant imprimés le nom et le numéro sous lesquels le compte courant a été ouvert ainsi que le lieu où ce compte est tenu, sont fournis au titulaire, sur sa demande, contre remboursement des frais de fabrication et des frais d'impression supplémentaires qu'il a demandés.

Art. 13. — Lorsque, pour une cause quelconque, l'inscription d'une opération n'a pu être faite à un compte courant, soit que le titulaire du compte n'ait pas été clairement indiqué sur le mandat-carte, soit que le compte désigné n'existe pas, le mandat est renvoyé au bureau d'origine pour être complété par la partie versante ou le montant en être remboursé à celle-ci selon le cas.

Art. 14. — Les mandats et bons de poste français et les mandats internationaux sont reçus à titre de versement au crédit du compte courant du destinataire, sur la production des titres accompagnés d'un bordereau d'envoi établi par le titulaire et adressés par lui sans pli fermé au bureau détenteur de son compte.

Art. 15. — Les virements sont portés au crédit des comptes courants au vu du bordereau de virement émanant du bureau de chèques où est tenu le compte débité.

Aucune limite n'est fixée pour le montant des virements.

TITRE IV. — Débit des comptes courants.

Art. 16. — Les opérations portées au débit des comptes courants peuvent provenir :

- 1° De retraits-ordonnés au moyen de chèques tirés par le titulaire du compte, soit à son profit, soit au profit de tiers ;
- 2° De virements au crédit d'autres comptes courants ;
- 3° De taxes et de redevances pour prestations diverses.

Art. 17. — A l'exception des taxes et redevances diverses et le cas échéant, du montant de l'avoir à rembourser, en cas de clôture d'un compte courant, aucune somme ne peut être portée au débit d'un compte qu'au vu d'un chèque postal tiré par le titulaire du compte ou par ses représentants autorisés.

Art. 18. — Le chèque postal peut servir à trois catégories d'opérations ; il porte, suivant le cas, les dénominations ci-après :

- 1° Chèque nominatif, lorsqu'il est émis par le titulaire du compte et à son profit ;
- 2° Chèque d'assignation quand il est tiré au profit de tiers ;
- 3° Chèque de virement, lorsque son montant doit être inscrit au crédit d'autres comptes courants.

Art. 19. — L'Administration fournit aux titulaires de comptes deux sortes de formules de chèques ; la première est destinée à l'émission des chèques nominatifs et des chèques d'assignation. La seconde est spéciale aux virements. Le nom et le numéro sous lesquels le compte est ouvert, ainsi que le lieu où ce compte est tenu, sont imprimés par les soins du bureau de chèques postaux sur chaque formule.

Dans aucun cas, les formules destinées aux chèques de paiement (chèques nominatifs ou d'assignation) ne doivent être utilisées pour donner des ordres de virement ; réci-

proquement les chèques de virement ne peuvent comporter aucun ordre de paiement en espèces ;

Les formules de chèques sont réunies en carnets qui sont délivrés aux titulaires suivant un tarif fixé par arrêté ministériel.

Art. 20. — Le titulaire d'un compte est seul responsable des conséquences résultant de l'emploi abusif, de la perte ou de la disparition des formules de chèques qui lui ont été remises par l'Administration.

Art. 21. — Le chèque postal est signé par le tireur et porte la date du jour où il est tiré. Il indique le lieu d'où il est émis, ainsi que la somme pour laquelle il est tiré. Cette dernière indication doit être libellée en toutes lettres et en chiffres.

Art. 22. — Les chèques nominatifs et les chèques d'assignation sont transformés en mandats-cartes par les bureaux de chèques.

Art. 23. — Le titulaire d'un compte peut assigner des paiements au profit d'une ou plusieurs personnes déterminées soit en espèces, au moyen de la conversion de son chèque en un ou plusieurs mandats-cartes payables à des bénéficiaires distincts par un ou plusieurs bureaux de poste, soit par un ou plusieurs virements ; dans ces deux cas, les indications nécessaires doivent être fournies au verso du chèque ou, le cas échéant, sur un bordereau descriptif annexe portant la signature du titulaire.

Lorsqu'un chèque postal est assigné en paiement au profit de plusieurs bénéficiaires le tireur est tenu d'établir lui-même les mandats-cartes représentatifs du montant de ce chèque et de les adresser, en même temps que le chèque correspondant, au bureau détenteur du compte courant à débiter

Art. 24. — Lorsque les mentions figurant sur le chèque postal sont incomplètes ou illisibles, ou encore lorsque le

chèque contient des ratures, surcharges, grattages, lavages, etc..., l'Administration est en droit de retarder ou de ne pas exécuter les ordres de paiement ou de virement.

Art. 25. — Le chèque postal ne peut être tiré pour une somme supérieure à l'avoir net porté au compte, déduction faite du dépôt de garantie.

L'Administration est en droit de clore d'office le compte de tout titulaire qui a méconnu cette prescription.

Aucun mandat n'est établi ou aucun ordre de virement n'est exécuté lorsque le chèque a été émis pour une somme supérieure à l'avoir net porté en compte.

Art. 26. — Les chèques de paiement et les chèques de virement sont adressés sous pli fermé ou remis directement au bureau de chèques détenteur du compte courant.

Art. 27. — Le titulaire d'un compte courant postal peut demander par écrit que lorsque ses fonds en dépôt atteindront une somme qu'il fixe lui-même, le surplus en soit viré d'office par le bureau de chèques au compte d'un autre titulaire désigné. Il indique en même temps le montant minimum de ce virement.

Art. 28. — Le chèque postal qui n'est pas suivi d'effet pour une cause quelconque ne peut donner lieu à protêt. Il est renvoyé au tireur avec toutes explications utiles.

Art. 29. — Le délai de validité du chèque postal est uniformément de dix jours.

Ce délai court depuis la date d'émission inclusivement jusques et y compris la date à laquelle le chèque parvient au bureau de chèques.

Au regard de l'Administration, le chèque postal périmé est nul et de nul effet; il est renvoyé au titulaire du compte.

Art. 30. — Le chèque nominatif et le chèque d'assignation ne peuvent dépasser la somme de 100.000 francs.

Tout chèque nominatif émis pour une somme supérieure à 10 000 francs doit faire l'objet d'un préavis adressé,

par écrit, au bureau de chèques, 48 heures au moins avant que le chèque ne parvienne à ce bureau.

Il en est de même pour le chèque à convertir en un ou plusieurs mandats-cartes au profit de tiers, lorsque la somme à payer par un même bureau dépasse 10.000 francs. Dans ce cas, l'avis donné au bureau de chèques doit faire connaître le ou les bureaux de poste dont l'intervention sera demandée pour une somme supérieure à 10.000 francs.

A défaut de préavis, l'Administration peut retarder de 48 heures la suite à donner aux chèques de l'espèce

Art. 31. — Les mandats-cartes du service des chèques postaux font, de même que les mandats ordinaires, l'objet d'une deuxième présentation, s'ils ne sont pas payés lors de la première présentation au domicile du bénéficiaire. Si le paiement n'a pu avoir lieu, les mandats sont conservés en instance au bureau de poste jusqu'à ce que l'intéressé en réclame le paiement au guichet, ou que le délai de validité en soit expiré. Faute de paiement dans ce délai, le montant en est réimputé au compte du titulaire.

Art. 32. — Le chèque postal peut être assigné sur un ou plusieurs bureaux de poste français ne participant pas au service des mandats-cartes, ainsi que sur les bureaux de poste étrangers dans les limites et les conditions où fonctionne, avec ces bureaux, le service des mandats ordinaires.

Les droits et taxes afférents à ces mandats sont prélevés sur le compte courant du tireur.

Art. 33. — La responsabilité d'un faux paiement résultant d'indications d'assignations inexactes ou incomplètes incombe au tireur.

TITRE V. — Avis de crédit et de débit.

Art. 34. — Le titulaire d'un compte courant est informé chaque jour des opérations qui ont été portées au crédit ou au débit de son compte.

Il reçoit à cet effet les coupons des mandats-cartes de versement et des avis notifiatifs des virements passés au crédit de son compte.

Il reçoit également avis du montant des chèques enregistrés chaque jour au débit de son compte.

Art. 35. — Le titulaire d'un compte reçoit gratuitement, à l'issue de chaque quinzaine, notification de l'avoir net figurant à son compte le dernier jour de ladite quinzaine, déduction faite des taxes et redevances liquidées au cours de cette période.

Art. 36. — En dehors de l'avis concernant la situation de son compte, qui lui est transmis dans les conditions fixées à l'article 35, le titulaire d'un compte courant peut demander à être informé, par des avis hebdomadaires, bi-hebdomadaires ou quotidiens, de l'avoir net porté à son compte.

Ces communications supplémentaires donnent lieu aux redevances mensuelles suivantes :

25 centimes pour l'avis hebdomadaire ;

75 centimes pour l'avis bi-hebdomadaire ;

2 fr. 50 pour l'avis quotidien.

En outre, le titulaire d'un compte courant peut demander notification du solde de son compte, à une date déterminée moyennant une redevance de 25 centimes, ou la copie de son compte pendant une période déterminée moyennant une redevance de 1 franc par 100 opérations ou fraction de 100 opérations comprises dans cette copie.

TITRE VI. — Transfert ou clôture des comptes courants.

Art. 37. — Le titulaire d'un compte courant peut demander le transfert d'un bureau de chèques à un autre bureau de chèques du compte courant ouvert à son nom.

L'opération est soumise à la taxe d'un virement ordinaire.

Art. 38. — Le titulaire d'un compte peut demander à toute époque la clôture de ce compte.

La demande doit faire l'objet d'une déclaration écrite, datée et signée, adressée au bureau de chèque détenteur du compte courant.

Tout versement effectué sur un compte, postérieurement à la clôture de ce compte, est remboursé d'office à la partie versante.

Art. 39. — Lorsque le compte en instance de clôture a été apuré, le montant net de l'avoir restant en compte y compris le dépôt de garantie est remboursé à l'ayant droit, qui doit restituer les formules de chèques restées sans emploi entre ses mains.

Art. 40. — L'Administration peut prononcer d'office la clôture d'un compte courant notamment lorsqu'un ou plusieurs chèques postaux ont été tirés par le titulaire sans provision suffisante.

TITRE VII — Dispositions diverses.

Art. 41. — Les correspondances et les diverses pièces adressées par les titulaires de comptes aux bureaux de chèques et par lesdits bureaux aux titulaires de comptes sont exonérées de la taxe d'affranchissement.

Art. 42. — Les règles des saisies-arrêts et oppositions ès-mains des fonctionnaires publics s'appliquent au service des chèques postaux. Les exploits doivent, pour recevoir une suite utile en ce qui concerne ces comptes, être signifiés au chef comptable du bureau de chèques où sont inscrits les comptes courants.

Art. 43. — En cas de décès du titulaire d'un compte, les remboursements sont effectués entre les mains des ayants droit sur le vu d'un certificat de propriété délivré conformément aux dispositions de l'article 6 de la loi du 28 floréal an VII.

Art. 44. — Trois mois au plus tard avant l'échéance du délai de prescription prévu à l'article 8 de la loi du 7 janvier 1918, le service des chèques postaux avisera, par lettre recommandée, les titulaires de comptes ou leurs ayants droit de la déchéance encourue par eux. Cet avis sera adressé au domicile indiqué dans les actes et pièces qui se trouveront en la possession du service des comptes courants ou, à défaut de domicile connu, au procureur de la République du lieu où sera tenu le compte.

Loi du 28 juillet 1919.*Modifiant la loi du 7 janvier 1918 créant les comptes
et chèques postaux.*

Art. 1^{er}. — Les articles 4 et 5 de la loi du 7 janvier 1918, portant création d'un service de comptes courants et de chèques postaux, sont modifiés ainsi qu'il suit :

« Art. 4. — Sont portés aux crédits des comptes courants les versements effectués, soit par les titulaires à leur propre compte, soit par des tiers, et le montant des virements ordonnés par les titulaires d'autres comptes courants postaux. Sont portées au débit des comptes courants postaux les sommes qui font l'objet de la part des titulaires : 1° de chèques nominatifs payables à leur profit ; 2° de chèques au porteur ; 3° de chèques dont le montant est payable à des personnes dénommées autres que les titulaires de comptes ; et 4° de chèques ou d'ordres de virement au profit d'autres titulaires de comptes courants postaux.

« Art. 5. — Les versements sur les comptes courants postaux sont opérés au moyen de formules de mandats et soumis au paiement par la partie versante d'un droit fixe de quinze centimes (0 fr. 15) représenté sur la formule de versement au moyen de timbres-poste. Les retraits opérés au moyen de chèques nominatifs émis par les titulaires à leur profit donnent lieu à la perception d'un droit fixe de quinze centimes (0 fr. 15) pour chaque opération. Les chèques payables au porteur ou à des personnes dénommées sont assujettis aux droits ordinaires des mandats cartes, la taxe de factage exceptée. Les virements donnent lieu à la perception d'une taxe fixe d'écritures de dix centimes (0 fr. 10). Les droits et taxes indiqués aux deuxième, troisième et quatrième alinéas du présent article sont à la charge des titulaires de comptes courants et prélevés sur le compte débité. »

Art. 2. — Les dispositions de l'article 1^{er} ci-dessus seront applicables à partir du 1^{er} juillet 1919.

Art. 3. — Le deuxième alinéa de l'article 7 de la loi du 7 janvier 1918 est remplacé par le texte ci-après : « Aucune réclamation ne sera admise concernant les opérations ayant plus d'un an de date. »

Vu :

Le Président de la thèse,

A. WAHL.

Vu :

Le Doyen,

F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

APPELL.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	4
CHAPITRE I. — Le chèque ordinaire	5
CHAPITRE II. — Le chèque barré	52
CHAPITRE III. — Le chèque postal.	61
CONCLUSIONS.	69

ANNEXES

Lois et décret sur le chèque.

Loi du 14 juin 1865 réglementant l'usage du chèque	77
Loi du 19 février 1874 portant augmentation des droits d'enregistrement et de timbre.	79
Loi du 30 décembre 1911 réglementant l'usage du chèque barré.	81
Loi du 26 janvier 1917 concernant les agents de change et les domiciliations de paiement.	82
Loi du 2 août 1917 complétant les précédentes sur la législation du chèque	83
Loi du 7 janvier 1918 portant création d'un service de comptes courants et de chèque postaux	84
Décret du 7 janvier 1918 portant réglementation du fonctionnement du service des comptes courants et des chèques postaux	87
Loi du 28 juillet 1919 modifiant la loi du 7 janvier 1918 créant les comptes et chèques postaux.	98

